

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI
31 MAI 1976

FONCTION PUBLIQUE ET FONCTION POLITIQUE

En publiant dans le dernier numéro de l'« Unité » un article sur la chasse aux sociétaires dans la fonction publique, Claude Estier a soulevé un gros lièvre. Pas tant à l'Ecole Nationale d'Administration où, affirme-t-il, les militants et sympathisants socialistes ont été relégués aux dernières places du classement à cause de leurs opinions politiques, que dans l'ensemble de la fonction publique. Toutes les composantes de la majorité peuvent bien faire des déclarations de vierges offensées en se fondant sur certaines inexactitudes dans les déclarations d'Estier, il n'en demeure pas moins qu'ils ne répondent pas à la question posée : oui ou non des consignes d'épuration ont-elles été données et des hommes désignés au sein des cabinets ministériels pour en dresser des listes ?

Les informations que nous possédons laissent peu de doutes sur la réponse à donner. A notre connaissance aucun démenti n'a été apporté aux révélations faites par le Canard Enchaîné sur une réunion spéciale, qui se serait tenue en avril avec Chirac, Poniatsowski et Pierre Juillet, où aurait été discuté le déplacement de 300 fonctionnaires « peu sûrs » d'ici les élections législatives. Simple oubli ?

De même n'a pas été démenti la réunion à Blois d'un « groupe d'études antisubversion » de l'UDR chargé de préparer des rapports sur certains fonctionnaires, le tout sous la direction de Charles Pasqua, ancien responsable du SAC. Simple négligence ?

Ces mesures d'épuration ne sont pas pour nous étonner. Ce n'est pas nous, mais bien les partis réformistes - PS en tête - qui appréhendent l'appareil d'Etat comme un instrument de gestion neutre dont les portes devraient être ouvertes sur les swuls mérites individuels des postulants.

Les timides tentatives de « démocratisation » faites dans le Chili de l'Unité populaire ont montré que cela ne suffisait pas à enrayer le sabotage d'une politique, battue aussi grâce à l'aide de ces fonctionnaires qui, après avoir servi Frei, auraient dû, en bonne logique réformiste, servir Allende.

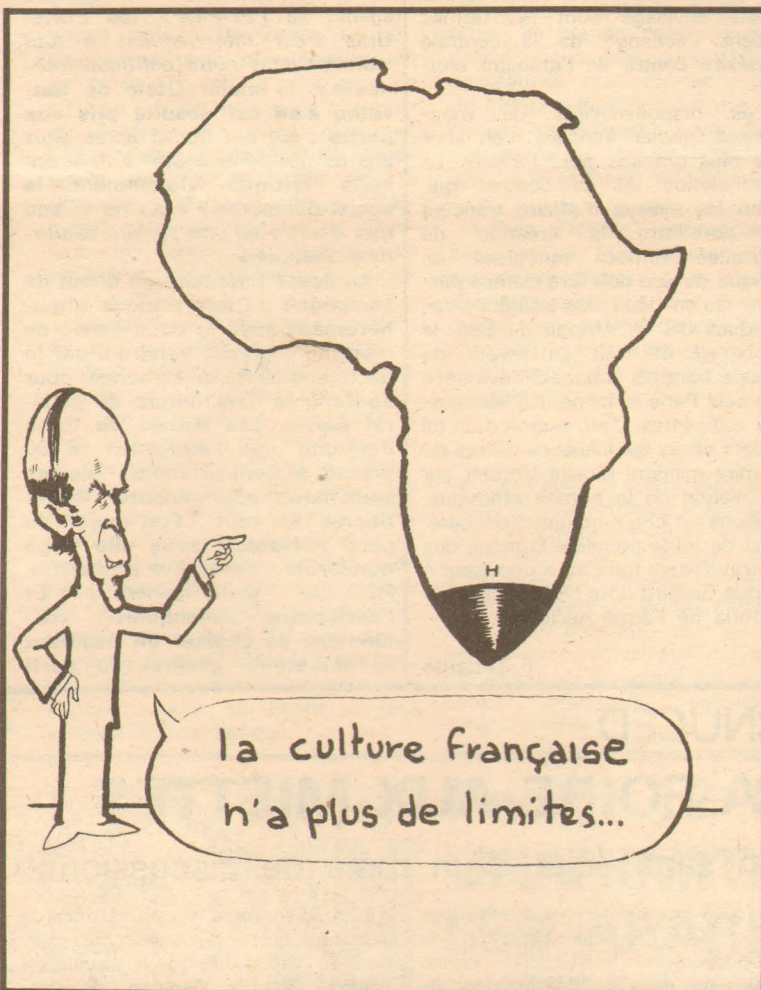
S'il ne nous est pas indifférent que des hauts fonctionnaires, part fait de l'opportunisme de saison, commencent à ne plus accepter les cadres que leur impose la bourgeoisie, nous ne pouvons oublier que des milliers d'autres feront tout pour saboter même la politique timorée de l'Union de la gauche. Il serait suicidaire, dans ces conditions, d'accepter qu'un gouvernement se réclame de la classe ouvrière, par illusion ou souci de ne pas « choquer », refuse d'épurer un appareil d'Etat qui reste pour nous à briser.

Une bombe H sur un plateau d'argent

POUR GISCARD, LE RACISME PAYE

• Pour 1,5 milliards de dollars, Giscard vend une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud

• Au même moment, Vorster, Premier ministre sud-africain, affirme que son pays ne renoncera pas à la possibilité d'acquérir la bombe H.



« Le marché du siècle » en Afrique du Sud portant sur la construction d'ici 1985, à un coût total d'un milliard et demi de dollars, d'une gigantesque centrale nucléaire à Koeberg près du Cap, vient d'être attribué à un consortium français formé par Framatome, Alsthom et Spie Batignolles. Cette décision de l'Escom, la régie nationale d'électricité sud-africaine, survient après un revirement inattendu. En effet, tout laissait croire que la réalisation de ce projet (1000 megawatts envisagés) incomberait à un autre consortium groupant la firme américaine « General Electric », la société suisse « Brown Boveri » et la compagnie néerlandaise « Verolme ». Un troisième consortium mixte ouest-allemand/sud-africain étant également en lice après l'appel d'offre lancé en 1974.

Le choix du consortium français fait donc l'effet d'une bombe et suscite dès lors toute une série de questions qui nous interrogent directement. Du point de vue technique, les trois projets présentaient des solutions très voisines. Le projet américano-suisse recommandait un système fondé sur les réacteurs à eau pressurisée dits « LWR » alors que les deux autres reposent sur le principe dit de « l'eau bouillante », la proximité de Koeberg avec la mer jouant même en faveur du système LWR.

Les fondements du choix sud-africain sont donc à chercher ailleurs et notamment du côté des conditions politiques à la mise sur pied d'un tel projet. Il n'est pas douteux par exemple de penser que l'existence de liens anciens dans les domaines de la technologie et de la recherche nucléaire entre la France et l'Afrique du Sud ont joué.

(lire la suite p. 2)

Réunion du Comité
central du PCF
aujourd'hui et
demain

LA GAUCHE PREPARE LE TERRAIN

Début de notre
enquête sur le
PCF aujourd'hui :
« Loin de Moscou »

Lire page 4

• CFDT : un
congrès
politique

Page 5

• Aujourd'hui,
verdict au pro-
cès des mili-
tantes solidaires
des grévistes
d'INNO

Page 7

RETROUVEZ !

Les trois enfants Barredo-Whitelaw, enlevés le 13 mai dernier à Buenos Aires en même temps que leurs parents, ont été retrouvés sains et saufs samedi. Gabrielita (4 ans), Maria Victoria (18 mois) et Maximo Fernando (4 mois) ont attendu au commissariat de police de Florida - au nord de la capitale - l'arrivée de leur grand-père M. Jaun Pablo Schroeder, père du premier mari de Mme Rosario Barredo, qui face au mutisme officiel s'était adressé finalement à la presse en diffusant le 27 mai une « lettre ouverte à la plus haute autorité du pays et au plus humble de ses habitants » dans laquelle il demandait « que soit

respectée la vie de trois innocents ».

Le 13 mai à 10 heures du matin, dix hommes avaient fait irruption au domicile de William Whitelaw à Buenos Aires l'obligeant à prendre place avec sa famille dans deux véhicules sans plaque d'immatriculation.

Huit jours après la police retrouvait, dans une voiture en stationnement, les corps criblés de balles de Rosario Barredo, de Schroeder et de William Whitelaw, ainsi que les dépouilles de deux anciens parlementaires uruguayens réfugiés en Argentine, Zelmá Micheini et Gutierrez Ruiz.



ITALIE

UN DEPUTE FASCISTE TIRE SUR LE PUBLIC AU COURS D'UN MEETING : 1 MORT, 1 BLESSE

Une fois de plus le fascisme a tué en Italie. Et nul cette fois ne pourra démentir que le parti fasciste « Mouvement social italien-droite nationale » soit responsable de la mort d'un jeune militant communiste de 19 ans, Luigi di Rosa, assassiné vendredi soir à l'issue d'un meeting du mouvement d'extrême-droite à Sezze, dans le Latium.

Tout a commencé vers 20 H 30 quand l'orateur du MSI, le député fasciste Sandro Saccucci, fut privé de sonorisation après avoir été hué par la foule pour avoir imputé à l'extrême-gauche deux des attentats les plus meurtriers de ces dernières années, alors que les enquêteurs avaient mis en cause des membres d'organisation para-militaires fascistes. « Si vous ne m'entendez pas bien, vous m'entendrez avec ceci » aurait déclaré le parlementaire fasciste en sortant un pistolet de sa poche et en se mettant en tir.

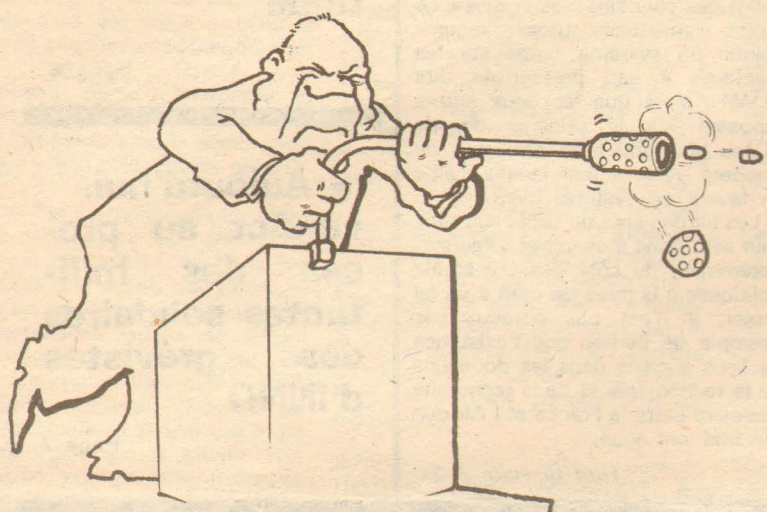
D'autres coups de feu seraient alors parvenus des rangs des militants fascistes pendant que le député et son équipe, battant en retraite, montaient à bord de deux voitures pour quitter la ville en direction d'un groupe qui bloquait le passage. Deux hommes tombèrent à terre, Luigi di Rosa membre des Jeunesses communistes, mortellement blessé, et un militant de Lotta Continua, légèrement atteint.

Le député fasciste devait disparaître de la circulation pendant vingt-quatre heures et ne réapparaître qu'après que le secrétaire du MSI-DN, Giorgio Almirante, l'ait invité à se mettre à la disposition du magistrat chargé de l'enquête, se défendant de vouloir transformer la campagne électorale en un « référendum de la peur ».

Sandro Saccucci qui avait déjà été privé de son passeport à la suite de son implication dans la tentative de coup d'Etat du prince Junio Valerio Borghese en décembre 1970, devait reconnaître qu'il avait effectivement tiré des coups de revolver lors de son meeting électoral. Mais après avoir donné son arme aux enquêteurs (un pistolet de 6,35 mm) il aurait nié être responsable de la mort du jeune militant communiste (qui aurait été tué par une arme de 7,65 mm), expliquant qu'il n'avait « fait que tirer en l'air pour intimider une foule qui le menaçait ». Une explication qui a l'avantage de ne reposer que sur son seul témoignage, le député fasciste ayant eu amplement le temps de se procurer une arme moins compromettante et se débarrasser d'une autre qui pourrait l'être plus.

« Il est encore temps de barrer la route aux communistes par des voies démocratiques » avait déclaré il y a peu Giorgio Almirante, secrétaire du MSI-DN. Outre ce que cette déclaration contenait déjà de menaces pour la période post-électorale, elle révèle aujourd'hui à merveille ce que sont « les voies démocratiques » prônées par le MSI-DN.

● Dans le cadre notre enquête sur l'Italie à la veille des élections, nous publions demain l'interview d'Adriano Soffri, dirigeant de Lotta Continua.



LE MSI invente le micro à usages multiples...

On votera dans les prisons

Pour la première fois les détenus italiens voteront aux élections législatives de la fin juin. Ce droit leur a été reconnu par la réforme pénitentiaire adoptée l'an passé. Sur quelques 33 000 prisonniers, 18 000 jouissent malgré leur condamnation de tous les droits civiques et figurent sur les listes électorales. Pendant la période électorale les détenus peuvent lire les journaux d'opinion de leur choix et suivre les émissions électorales à la télévision. Mais aucune réunion électorale n'est autorisée dans les prisons.

Nul doute cependant que certains détenus n'éprouvent quelques difficultés à faire valoir leurs droits, l'administration pénitentiaire n'étant pas du tout pressée d'appliquer la réforme. Ainsi à Milan 15 000 détenus sont en grève depuis une semaine pour demander l'amélioration de leurs conditions matérielles selon les nouvelles normes de la réforme pénitentiaire (chauffage et sanitaires dans toutes les cellules notamment). Leur mouvement revendicatif se traduit par un refus de tout travail à l'intérieur de la prison, un refus de nettoyer les locaux et de distribuer les repas.

AFRIQUE DU SUD

La France emporte le « marché du siècle »

Suite de la 1

Aux Etats-Unis, l'idée de fourniture de deux réacteurs LWR (Light Water Reactors) s'était heurtée à une forte opposition politique, selon laquelle le projet en lui-même équivalait à un aval des Etats-Unis à la politique d'Apartheid. Une campagne contre la fourniture par les Etats Unis du combustible nucléaire était d'ailleurs en cours. Il faut savoir que les réacteurs envisagés dont la fonction sera officiellement de produire exclusivement 1 000 mégawatts d'électricités pourraient aussi être utilisés pour la fabrication annuelle de 500 kg de plutonium, soit la masse utile pour réaliser une entaine de bombes atomiques type Nagasaki-1945 !

Aux Pays-Bas aussi, la mise sur pied d'une industrie nucléaire sud-africaine avait suscité de vigoureuses oppositions. Le gouvernement de La Haye s'était même divisé sur cette affaire. En France, rien de tel bien-sûr, vu les liens anciens et étroits qui existent, notamment sur le plan militaire (cf. Rouge n° 50).

Ce marché fut discuté par Norbert Ségard lors de son voyage en Afrique du Sud. Un contrat bi-latéral a été envisagé dont les termes étaient l'échange de la centrale nucléaire contre de l'uranium enrichi.

Les responsabilités du mouvement ouvrier français n'en sont que plus grandes pour l'avenir. La dénonciation de ce contrat qui, selon les milieux d'affaire français va permettre la création de nouvelles firmes françaises en Afrique du Sud doit être clamée partout. Qu'en dépit des intérêts stratégiques US en Afrique du Sud, le choix ait été fait en faveur du groupe français indique à l'évidence que seul Paris a donné des assurances suffisantes. L'attribution d'un tel gadget après les menaces claires du Premier ministre raciste Vorster sur l'utilisation de la bombe atomique, souligne un choix politique délibéré. Il est de toute première urgence que les travailleurs français s'opposent à ce que Giscard dote l'Etat raciste de Pretoria de l'arme nucléaire.

F. Tenaille

PORTUGAL

- Le train d'Otelo
- Le PC et le PS aux arènes

70 000 personnes environ ont réservé un accueil délirant au major Otelo Saraiva de Carvalho qui donnait samedi à Porto le coup d'envoi de sa campagne électorale.

Au départ de Lisbonne déjà, les manifestants s'étaient rués sur les wagons des deux trains spéciaux, décorés de portraits de l'ancien dirigeant du Copcon et de drapeaux portugais, qui devaient emmener le candidat et ses supporters à Porto. A quatre reprises, le convoi s'est arrêté en chemin, tandis qu'Otelo s'adressait à ses partisans, accourus l'encourager. Cependant, à Porto, l'accueil réservé à Otelo a dépassé tout ce que les observateurs portugais et étrangers avaient pu remarquer au cours du voyage. Ce sont des dizaines de milliers de manifestants, brandissant des drapeaux rouges avec le slogan « Unité » qui se sont massés pour accueillir le major. Otelo a mis plus de deux heures pour parcourir les 600 mètres qui séparent la gare de la place Humberto Delgado au centre de la ville, où se tenait le meeting.

Attaquant tour à tour le pouvoir actuel qui « a permis le retour des patrons et libéré les agents de l'ex-Pide », les Etats-Unis « qui interviennent à tout moment dans notre politique intérieure », le major Otelo de Carvalho s'en est ensuite pris aux partis « qui ont divisé après deux ans de liberté le peuple ». Il a ensuite critiqué violemment la social-démocratie « qui ne défend rien d'autre qu'une société capitaliste avancée ».

La liesse populaire du début de campagne d'Otelo tranche singulièrement avec le demi-échec du meeting organisé vendredi par le parti socialiste à Lisbonne pour soutenir la candidature du général Eanes. Les arènes de Capo Pequeno qui comptent 8 000 places étaient à moitié pleines seulement pour écouter Mario Soares et tout l'état-major du parti rassemblé sous une large banderole « Eanes à la présidence, PS au gouvernement ». Et l'assistance manquait visiblement de chaleur en écoutant le secrétaire général du parti



faire l'apologie du « candidat de la démocratie qui symbolise le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975 ».

Mario Soares s'est ensuite employé à justifier l'impossibilité pour son parti de faire une alliance au gouvernement avec le PC : « le peuple et les forces armées, dans leur expression actuelle, ne toléreraient pas une alliance avec le parti communiste ». Selon lui, une telle alliance « ne pourrait conduire qu'à une déstabilisation à la chilienne ».

Le PC qui tenait meeting dans le même lieu 24 heures après a fait par contre, lui, arènes comblées. Alvaro Cunhal a expliqué comment, devant la candidature de trois militaires, le PCP avait finalement choisi de présenter son propre candidat, afin, a-t-il dit, de ne pas diviser les forces armées.

Après s'en être pris aux « gauchistes aventuristes et irresponsables » qui soutiennent la candidature d'Otelo de Carvalho, Alvaro Cunhal a critiqué la « course opportuniste » qui se déroule autour du général Ramalho Eanes, en affirmant : « Le mouvement ouvrier et le mouvement démocratique portugais n'ont pas besoin de sauveurs ni de caudillos. » Alvaro Cunhal a jugé bon de préciser aussitôt que le PCP, s'il ne les appuie pas, n'adoptera pas non plus de position hostile à l'égard des candidats militaires membres du Conseil de la Révolution (c'est-à-dire Eanes et Azevedo) : « Nous n'excluons pas l'hypothèse de venir demain appuyer l'action du militaire qui sera élu, du moment qu'il défendra les libertés et la démocratie, et qu'il respectera et fera respecter la constitution. »

CNUCED

LA FOIRE AUX MIETTES

Fin sans éclat d'un mois de discussions

La IVème Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) réunie depuis un mois à Nairobi vient de prendre fin. Elle a abouti à ce qu'il est convenu d'appeler une série de « compromis » sur les deux principales questions débattues par les 153 pays présents (1). Les revendications avancées par les pays en voie de développement étaient :

1° Une protection du pouvoir d'achat des matières premières au moyen de la création d'un fond permettant de financer les stocks régulateurs. Idée appelée « programme intégré » pour les matières premières.

2° L'établissement d'un moratoire pour les dettes des pays du tiers-monde.

Ces deux thèmes ont donné lieu à une forte empoignade, notamment entre pays capitalistes avancés, pour déterminer la nature et l'importance des concessions qu'ils pouvaient faire. Ainsi sur les problèmes des matières premières a-t-on vu s'affronter deux propositions. Celle des Etats-Unis, de la RFA, et de la Grande Bretagne envisageant des accords produits par produit, et celle des autres pays européens acceptant le « principe »

d'un fond commun. C'est finalement la deuxième qui a fait l'objet du compromis. Autant dire que le résultat est maigre. Sur la question de l'endettement, même prise en considération. Résultats pitoyables qui ont fait dire au délégué de la Jamaïque que c'était une « insulte » à l'égard du tiers-monde.

Mais pouvait-il en être autrement ? En effet derrière l'ambition de définir un « nouvel ordre économique international » plus équitable, ce sont les rudes lois du marché capitaliste mondial et des pays capitalistes avancés qui ont tranché. La logique du pillage impérialiste demeure derrière l'esbrouffe des mots. Car, à la foire de la CNUCED le clinquant des déclarations peut en abuser plus d'un. Présentée superficiellement par la grande presse il s'est agi durant cette conférence-marathon, d'un duel entre « pays riches » et « pays pauvres ». Première mystification qui mixe les réalités de classe de 153 pays et leurs intérêts spécifiques dans cette affaire.

Quand la France se déclare plus favorable que les Etats-Unis par exemple, à

« l'idée » d'un fonds commun, elle exprime par là non une opposition à l'impérialisme US, mais tient compte de ses propres intérêts importants dans l'Afrique francophone. Le néo-colonialisme français doit jeter des miettes à ses protégés locaux ce que les Etats-Unis n'ont pas besoin de faire. Et que dire de ce grand capharnaüm appelé « pays pauvres » dans lequel on trouve tout à la fois la Yougoslavie, l'Algérie ou l'Inde. Appellation commode qui gomme la nature politique des directions de chacun de ces pays. On l'a bien vu lorsqu'il s'est agi de se définir par rapport aux propositions des « riches ». Tel gouvernement cédait plus rapidement que tel autre suivant l'importance de ses liens de dépendance avec l'un des pays riches.

La CNUCED aura donc reflété la réalité de ce qu'est le système d'exploitation mondial, même si les luttes des peuples ont permis à certains gouvernements secondaires de hausser la voix pour demander une part du gâteau plus importante.

cf Rouge N°43, 45, 51.

F.T.

IRLANDE

VERS L'INDEPENDANCE DE L'IRLANDE DU NORD ?

Aujourd'hui en Irlande du Nord (Ulster), une idée se développe de plus en plus parmi les protestants : celle de l'indépendance de l'Etat d'Ulster. Certains parlent même d'une proclamation unilatérale d'indépendance (cf. Rouge n° 50). Et lorsqu'on sait que ces gens disposent de milices de plusieurs dizaines de milliers d'hommes armés, qu'ils ont été capables d'organiser en 1974 une grève générale de 15 jours qui a fait céder Londres, il y a de quoi prendre cela au sérieux...

Actuellement, l'Ulster est gouvernée directement par le Premier ministre de sa Majesté et un secrétaire d'Etat. Le Parlement d'Irlande du Nord - le Stormont - a été aboli depuis 1972, et la Convention constitutionnelle où devait se matérialiser l'ex-projet britannique de partage du pouvoir entre les deux communautés (catholique et protestante) a été suspendue en février dernier, après avoir piétiné pendant quelques mois.

Les politiciens protestants se plaignent d'être discriminés par rapport au reste du Royaume-Uni : l'Ulster n'élit-elle pas qu'une dizaine de députés à la Chambre des Communes (sur plusieurs centaines) ? Le chômage n'y est-il pas plus accentué qu'en Angleterre ou qu'en Ecosse, les lois sociales moins favorables ?

Malgré ces apparences trompeuses, il n'y a strictement rien d'anti-impérialiste dans ce projet d'indépendance de l'Ulster. Et les milices protestantes n'ont rien de comparables à des milices ouvrières préparant l'insurrection révolutionnaire.

Les protestants d'Irlande du Nord ont toujours formé un groupe social privilégié, y compris la classe ouvrière protestante par rapport à son homologue catholique. Bourgeois et prolétaires protestants sont organisés ensemble dans les loges de l'Ordre d'Orange, selon une idéologie commune : l'unionisme, ou loyalisme, symbolisant l'union avec la Grande-Bretagne et la loyauté à son égard.

Aujourd'hui, cette idéologie entre en crise avec ses bases matérielles.



Pâques 1976 à Belfast. Arrestation d'un catholique par l'armée anglaise

L'Angleterre ne peut plus ou ne veut plus garantir ces privilèges aux protestants comme au bon vieux temps. Et c'est pourquoi ceux-ci se révoltent, allant jusqu'à menacer de couper les ponts avec Londres, de proclamer l'indépendance.

Cette velléité d'indépendance est des plus suspectes. Elle est « anti-impérialiste » comme Hitler était « anti-capitaliste », à sa façon. Les protestants s'opposent aujourd'hui à Callaghan comme l'OAS s'opposait jadis à De Gaulle. Le soi-disant « nationalisme » ulstérien est un mythe : il n'y a pas plus de « nation » ulstérienne qu'il n'y avait en Algérie de nation pied-noir. L'indépendance de l'Ulster serait plutôt proche de celle de la Rhodésie que d'une lutte de libération nationale victorieuse. D'ailleurs les héros des loyalistes ne sont-ils pas les Ian Smith et autres Moshe Dayan ?

Souvent, les protestants parlent de leur « spécificité » au sein de l'Irlande. Mais qu'est-ce que cette spécificité sinon celle d'être la fraction de la population irlandaise la plus directement dépendante de l'impérialisme britannique, qui collabore le plus étroitement avec lui ? Leur langue est l'anglais, leur culture, l'histoire dans laquelle ils se reconnaissent sont celles de l'Angleterre. Leur fête « nationale » est des plus significatives : c'est l'anniversaire de la bataille de la Boyne où les catholiques furent battus par Guillaume d'Orange : leur culture propre se limite à leur racisme anti-catholique.

Certes, la base sociale des organisations loyalistes qui parlent d'indépendance est largement prolétarienne. De plus, certains dirigeants loyalistes sont issus du mouvement ouvrier, du Parti travailliste d'Irlande du Nord par exemple. Mais cela ne change en rien leur ligne politique, profondément réactionnaire. Mussolini lui-même était issu du Parti socialiste !

Que les protestants soient majoritaires en Irlande du Nord ne leur donne aucun droit d'opprimer les catholiques. D'ailleurs les frontières de l'Irlande du Nord ont été déterminées précisément pour que les protestants y soient majoritaires, lors de la partition de l'île en 1920.

L'Etat d'Ulster, indépendant ou pas, est un Etat raciste, clérical, anti-démocratique. Les marxistes révolutionnaires ne sont ni pour ni contre son indépendance, ils sont contre l'Ulster tout court : ils se battent pour une Irlande unie et socialiste.

Gustave A.

● Deux morts et vingt-quatre blessés : tel est le bilan de l'attentat qui vendredi soir a détruit un bar, proche de l'université de Belfast, rempli d'étudiants qui fêtaient la fin de la première moitié du dernier trimestre et leur départ pour trois jours de vacances. Aucun avertissement n'a précédé l'explosion de la bombe qui avait été placée dans les toilettes de l'établissement.

ALLEMAGNE

Conférence internationale contre le « Berufsverbot »

La création, annoncée par François Mitterrand, d'un comité pour la défense des droits civiques et professionnels en RFA, a suscité de très vives réactions du gouvernement, des partis et de la presse bourgeoise en Allemagne.

Le parti social-démocrate s'est déclaré « particulièrement atteint » par l'initiative de Mitterrand et « rejette toute accusation quant à la mise en danger des droits civiques et démocratiques ».

Genscher, ministre des affaires étrangères et président du parti libéral tout en soulignant que cette initiative venait de personnes qui « dans leurs pays se prononcent pour des alliances de front populaire » a déclaré : « Mr Mitterrand a oublié de créer un comité pour la défense de ses amis en RDA ».

Quant à l'opposition démocrate-chrétienne, elle dénonce tout simplement « une campagne internationale orchestrée pour favoriser l'infiltration communiste en RFA et le développement d'un esprit anti-allemand en Europe ».

Ces réactions sont à la mesure du climat qui règne en Allemagne sur cette question même si aujourd'hui, dans certains « lander » l'appartenance à un parti « hostile à la constitution » c'est-à-dire, dans les faits, tout parti à gauche du parti social-démocrate, même s'il n'est pas interdit, n'entraîne plus automatiquement « Berufsverbot » (interdiction professionnelle).

Le 29 mai, une conférence internationale contre le « Berufsverbot » s'est réunie en Allemagne à l'initiative de la gauche progressiste et du PC allemand avec une participation assez large d'éléments libéraux et social-démocrates. Cette conférence a réuni environ 1500 personnes dont 150 frappées par l'interdiction professionnelle ainsi que des représentants de France, Italie, Danemark, Hollande, Suède, Grèce, Belgique, Suisse, Autriche, Luxembourg et Japon.

Alors que 800 000 personnes, postulantes à un emploi dans la fonction publique ont fait l'objet d'enquêtes sur leur fidélité à la constitution et que 3 000 ont été licenciées, la conférence a affirmé que de telles pratiques « allaient à l'encontre de la convention européenne des droits de l'homme et de la déclaration des droits de l'homme de l'ONU ».

Les déclarations des portes paroles étrangers ont mis l'accent sur les tentatives d'extension dans d'autres pays européens de la pratique du « Berufsverbot ».

Une des personnes présentes qui a été l'objet d'interdiction professionnelle a répondu à la déclaration du gouvernement selon laquelle le « Berufsverbot » n'existait pas, en expliquant que le simple fait de mentionner la pratique de l'interdiction professionnelle conduisait à être placé sur les listes du ministère et subir un interrogatoire pouvant conduire à l'interdiction.

Cette conférence a servi à relancer la lutte pour les droits démocratiques en Allemagne. Et ceci au moment où la polémique sur le « Berufsverbot » rebondit après l'interdiction d'enseigner, notifiée par les services de sécurité à une institutrice pour « avoir envisagé de participer » le 1^{er} mai à une manifestation maoïste. Son mari a vu sa candidature à un poste d'enseignant repoussée pour avoir appartenu à la fédération des étudiants socialistes (SDS) et participé à des manifestations communistes.

Frédéric Carlier.

MANIFESTATION D'IMMIGRES TURCS A FRANCFORT

● Alors que Messieurs Helmut Schmidt, Chancelier Ouest-Allemand et Suleyman Demirel, premier ministre turc se déclaraient mutuellement satisfaits des discussions relatives à l'achat d'armement Ouest-allemand par la Turquie, une importante manifestation d'immigrés se déroulait à Francfort.

Sept cent manifestants d'après l'AFP, ont défilé samedi dans le centre de Francfort en criant des slogans hostiles au gouvernement de Demirel et réclamant la libération des détenus politiques en Turquie.

Cette manifestation, organisée par le Comité européen turc pour la paix et la liberté, confédération d'associations de travailleurs et d'intellectuels turcs de différents pays d'Europe a ainsi rendu compte, à sa manière, de la visite du chancelier Ouest-allemand en Turquie.



Cet « amusant » document était distribué au rassemblement.



Paris : 12 heures pour Israël UNANIMITE CONTRE... LES ARABES

L'appel Unifié Juif organisait 12 heures pour Israël. A l'heure où les arabes vivant sous la domination sioniste, sont en lutte contre l'occupant, au moment où les habitants pauvres de Tel-Aviv manifestent violemment contre la politique des logements du gouvernement, il est important, pour l'Etat hébreux, de susciter de grandes manifestations de soutien à Israël.

L'ambiance était rythmée par les appels pour les juifs d'URSS, d'Irak, de Syrie. En appelant à la mobilisation, les Herbert Paganis et autres savaient créer une unanimité qui ne saurait se retrouver sur les autres sujets de l'heure.

Du Bethar (sioniste d'extrême-droite) en uniforme bleu et airs martiaux, au Panthères Noires d'Israël (qui ont obtenu au dernier moment le droit d'avoir un stand qu'on leur refusait), les aspirations sont multiples.

Les débats visaient à conforter la bonne conscience des juifs qui voient dans l'Etat d'Israël un havre de démocratie à opposer aux Etats arabes. André Scemama, journaliste israélien et correspondant du Monde, déclarait

froidement : « En Cisjordanie, il n'y a pas un arabe qui ait brûlé son passeport jordanien pour se réclamer d'un peuple palestinien. On voudrait qu'Israël lui impose de le devenir ». Les dernières mobilisations qui se déroulent depuis quatre mois, la dizaine de manifestants assassinés, l'élection massive de militants nationalistes et communistes aux dernières élections municipales ne seraient donc pas pour lui représentatives des aspirations nationales du peuple arabe palestinien.

Le grand débat politique mettait aux prises Jacques Dominati (républicain indépendant, copieusement sifflé pour la politique du gouvernement déterminée par les intérêts économiques français dans les pays arabes), Jospin du Parti Socialiste, Schuller (radical de gauche) et Pierre Mendès France. Le PC avait refusé l'invitation.

Les interventions ont bien fait apparaître les sensibilités différentes qui existent au sein de l'Union de la Gauche. Si les trois parties reconnaissent le droit à l'existence d'Israël, le PC refusait de cautionner la manifestation. Il affirme lutter pour la

désionisation de l'Etat hébreux. Jospin, loin de dénoncer sa nature raciste, a surtout insisté sur l'existence de deux problèmes nationaux et sur ce qu'il considère comme un corollaire naturel : l'existence de deux Etats en Palestine. Le radical de gauche se permet le luxe d'être l'orateur le plus applaudi (à l'exclusion de Mendès France), en appuyant à toutes forces l'intégralité de la politique sioniste, en dénonçant violemment les livraisons d'armes françaises aux pays arabes, en attaquant la reconnaissance par Giscard de l'OLP...

Les dizaines de milliers de personnes qui sont venues à la Porte de Versailles désiraient y trouver une réponse aux questions qui découlent de la crise que vit aujourd'hui l'Etat sioniste. Pour elles, par-delà les critiques que l'on peut lui faire son existence est une nécessité. L'anti-sémitisme qui continue de régner dans plusieurs parties du monde, justifie le foyer juif en Palestine. L'illusion de pouvoir résoudre ainsi le problème du racisme dont sont victimes les juifs, personne n'était là pour la dénoncer.

R. Brestar

Réunion du Comité central du PCF aujourd'hui et demain

QUELLES CONCESSIONS AU PARTI SOCIALISTE POUR LES MUNICIPALES ?

Le Comité central du Parti communiste se réunit aujourd'hui et demain pour discuter de la « préparation des élections municipales ».

Un premier rapport de Charles Fitermann doit s'interroger sur « la poursuite de l'action pour la réalisation de l'union ». Titre général qui permettra d'aborder tous les problèmes relatifs au rapport des forces dans l'union de la gauche. Le bilan de l'élection partielle de Tours a suscité des remous dans le parti, que les explications embarrassées de Paul Laurent, lors d'une réunion nationale des secrétaires fédéraux, le 12 mai dernier, n'ont pas réussi à dissiper. De plus, les déclarations de Giscard inquiètent les communistes. Non pas qu'ils aient pour projet de rompre avec les institutions de la V^e République en cas de victoire électorale de la gauche, mais parce qu'ils savent qu'un imbroglio constitutionnel entre Giscard et un gouvernement de gauche profiterait en premier lieu au Parti socialiste.

Plus concrètement, les dirigeants du PC vont examiner les conditions de la discussion « au sommet » sur les municipales. Lors de la dernière rencontre des trois leaders de la gauche, aucun accord n'a pu être défini. Le PC continue de réclamer des listes d'union dans toutes les villes sur la base des élections municipales de 1971. Le PS est prêt, sous certaines conditions, à des listes d'union dans les villes de plus de

trente mille habitants. Mais il est vraisemblable qu'il présentera le maximum de listes homogènes dans les communes de moins de trente mille habitants pour la bonne raison que le mode de scrutin autorise une recombinaison des listes entre les deux tours. Dans ces conditions, le PC devra être amené à faire un certain nombre de concessions. Jusqu'où iront-elles, c'est tout le problème. La discussion est d'autant plus importante que les fédérations communistes n'ont toujours pas reçu l'autorisation de commencer les discussions avec les fédérations socialistes et qu'une pression se manifeste dans le parti pour débloquer la situation.

Un deuxième rapport de Marcel Rosette doit définir la « politique municipale des communistes ». Il sera vraisemblablement plus orienté sur le bilan de la gestion des municipalités tenues par le PC. Et il s'efforcera de répondre aux accusations des socialistes sur le fait que les élus du PC ne votent pas certains budgets locaux proposés par des élus de gauche.

Nous commençons aujourd'hui une série d'articles de Denis Berger sur le thème : « où en est le parti communiste français ? ». Il s'agit, six mois après les premiers indices d'un « tournant » du PCF de revenir sur ses causes et d'en analyser les conséquences.

P.J.

Troisième semaine du procès des autonomistes corses

UN PROLOGUE

La deuxième semaine du procès d'Edmond Simeoni et de ses camarades est terminée. Compter les points dans un procès à toujours quelque chose d'indécant car c'est de la liberté de plusieurs personnes qu'il s'agit et, plus précisément ici, de la cause d'un peuple. Mais, incontestablement, les « maladroites » racistes de Bouvet, les dires de Gilly selon lesquels l'ARC serait mêlée au scandale de la vinasse, la démonstration de l'impréparation de l'opération policière sont autant d'éléments à mettre au bénéfice de la défense.

A l'inverse, certaines parties du témoignage, très technique, du sous-préfet Guérin ont pu impressionner la Cour. Mais par dessus tout, c'est au cours de cette semaine que l'accusation a dévoilé en partie la teneur de son réquisitoire : « Nous démontrons qu'Aléria n'a été que la conséquence logique des discours autonomistes d'Edmond Simeoni » lançait le procureur, dans un grand élan de sincérité.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La Cour de sûreté de l'Etat, juridiction scélérate, jugera une cause, une option politique. Et il faut bien avouer que la tactique de la défense a pu paraître par moment entachée d'un manque de logique. Certes, la pertinence des questions du batonnier Filippi ont souvent plongé dans l'embarras les témoins de l'accusation ; certes, Edmond Simeoni contre-attaque, par moment, sur le terrain politique. Mais on aurait aimé que ce fût là une attitude constante des avocats.



Il est compréhensible que, après cette semaine, puisque Depeille, propriétaire de la cave d'Aléria, Libert Bou d'un côté, et plusieurs témoins de la défense d'un autre aideront à quitter le terrain des événements proprement dits. Il est vraisemblable qu'alors, le procès entrera dans le vif du sujet, c'est-à-dire les raisons profondes, historiques et économiques qui ont amené la Corse à l'affaire d'Aléria.

Mais peut-être cela sera-t-il fait, dès cette semaine, puisque Depeille, propriétaire de la cave d'Aléria, Libert Bou d'un côté, et plusieurs témoins de la défense d'un autre aideront à quitter le terrain des événements proprement dits. Il est vraisemblable qu'alors, le procès entrera dans le vif du sujet, c'est-à-dire les raisons profondes, historiques et économiques qui ont amené la Corse à l'affaire d'Aléria.

Gabriel Pietri

Du côté de la bonne presse ON A TROUVE ÇA

dans « France Picardie » alias « le Parisien Libéré » du mercredi 19 mai 1976

suspects

Dans l'impossibilité de faire un procès individuel à ses nombreux adversaires de l'intérieur, déclarés ou présumés, la Convention vota le 17 septembre 1973 (sic !) une loi prescrivant l'incarcération provisoire de tous les suspects.

Mesure excessive et terrible en apparence mais qui, au fond, fut bienfaisante. Elle contribua sous une large mesure à calmer l'agitation contre-révolutionnaire.

Une loi des suspects serait-elle hors de saison aujourd'hui ? Une loi qui permettrait de mettre hors d'état de nuire une certaine quantité d'individus, par une incarcération préventive.

En 1939, on a appliqué une loi sur l'internement administratif mais cette loi ne visait pratiquement que les adversaires politiques du gouvernement.

Nous souhaitons une loi qui s'applique à ceux que leur passé, leurs « occupations », leurs fréquentations et leurs aptitudes rendent susceptibles d'être malfaisants.

Cela ne doit pas faire des milliers de personnes. En France, il y a 30 000 mauvais garçons. C'est bien tout. Il ne faudrait pas un effort démesuré pour les abriter. Cinq à six camps de concentration, tout au plus. Leur éducation, leur surveillance, leur entretien, voilà du travail pour les chômeurs ! Mais la note ?

Avec les milliards que M. G. d'Estaing va extorquer aux Français au titre des plus-values, on aura les moyens de se payer quelques bonnes mesures de sécurité. Et le respect des droits de l'homme ? Soyons sérieux. Les voyous se moquent bien des droits de l'homme quand ils agissent à l'encontre des honnêtes gens. Rendons-leur la pareille.

Bel'ozane

OU EN EST LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ?

par Denis Berger

1/ LOIN DE MOSCOU

« Oui, nous avons changé : c'est une certitude. L'abandon de la dictature du prolétariat est un événement capital dans le Parti communiste ». C'est Georges Marchais qui parle. Invité à TF1, quelques jours avant l'élection partielle de Tours, il veut convaincre l'opinion publique. Le XXII^e congrès du PCF marque une date, plus importante que celle du XX^e et les excès du stalinisme. Aujourd'hui, il est national, aussi neuf et pareillement raisonnable que le Parti socialiste. Electeurs, cessez donc de placer les amis de François Mitterrand en tête des partis de gauche !

L'opération « tranquilisant » a échoué. Malgré les efforts de son secrétaire général, malgré les propos écologiques de son candidat tourangeau, en dépit du point vert préféré à la faucille et au marteau, le PCF a perdu près de 2000 voix à Tours et se voit distancé par le PS. Comme lors de la plupart des élections partielles depuis deux ans...

Cette succession d'échecs soulève de nombreux problèmes. Comment l'expliquer, alors que toutes les forces du Parti sont mobilisées pour remonter la pente ? Ne serait-ce pas que le PCF n'a pas réellement changé, quoi qu'affirme sa propagande ? N'est-il pas resté un Parti fondamentalement stalinien qui ruse et manœuvre pour arriver au pouvoir et instaurer un régime bureaucratique, comme à Prague ? Les électeurs ne manifestaient-ils pas, en nombre croissant, leur dégoût de ces intrigues ?

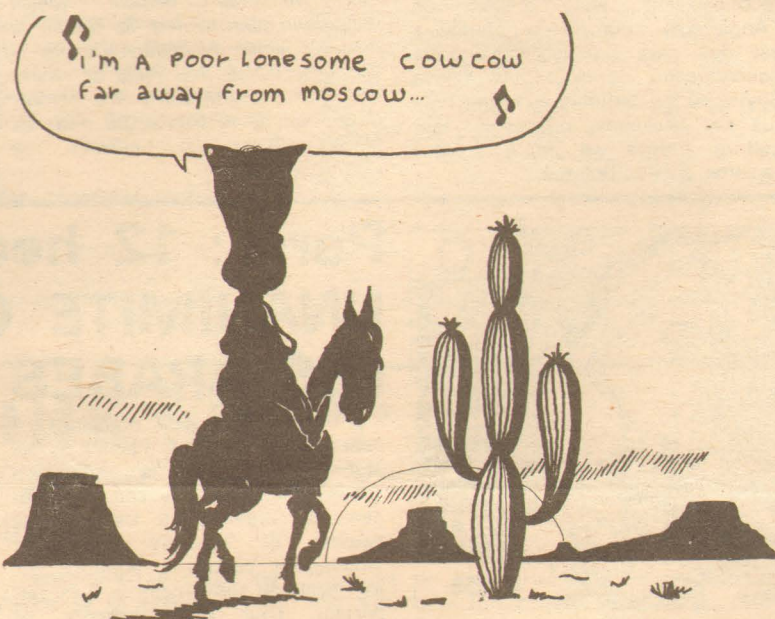
Un débat fondamental :

Ces interrogations n'ont rien de formel. Mais les révolutionnaires ne peuvent rester indifférents à l'évolution actuelle des communistes. Si vraiment, la direction du PC a pris ses distances avec Moscou, si elle joue véritablement le jeu de l'Union de la Gauche, son comportement ne sera pas le même que dans le passé. Son action sera déterminée d'abord par la situation politique française au lieu de refléter immédiatement les moindres oscillations de la politique soviétique. La participation des militants aux luttes s'effectuera sur un mode différent et leur évolution ne sera pas la même : c'est une chose qu'une organisation qui impose à ses adhérents de se plier inconditionnellement à toute ignominie, dès lors qu'elle vient de l'URSS le pacte germano-soviétique ; les procès et les camps etc... C'en est une autre qu'un parti dont le souci premier est de ne pas se couper des courants de masse et qui tolère un minimum de débats dans ses rangs, comme lors de son dernier congrès.

Pour les révolutionnaires, la tactique à suivre ne saurait être identique dans un cas ou dans l'autre.

L'heure des réglemens

Il n'est pas besoin d'être expert pour comprendre que le PCF est entré dans un cours nouveau par rapport à l'Union soviétique. Sa presse ne se contente plus de critiquer tel ou tel acte



isolé dirigeants du Kremlin (il y a quelques années, l'« Humanité » publiait discrètement une protestation personnelle d'Aragon contre le procès de Siniavski et Daniel). Aujourd'hui, par la voix de ses dirigeants les plus autorisés, le PCF dit et répète publiquement qu'il est en désaccord avec les soviétiques sur au moins deux plans fondamentaux : la violation des règles de la démocratie en URSS ; l'esprit de compromission diplomatique qui, au nom de la coexistence pacifique, amène à oublier la lutte des classes et, plus précisément, à faire preuve de complaisance à l'égard de Giscard. Bien plus, les communistes français passent aux actes. Ce sont les jeunes qui refusent d'aller

« saucissonner » au festival de Varsovie, parce que les jeunes giscardiens y sont invités. C'est Jean Kanapa qui, au nom du comité central, fait obstacle à la tenue de la conférence européenne des Partis communistes tant que le document préparatoire ne tiendra pas compte des positions du PCF, notamment sur les rapports entre coexistence pacifique et lutte des classes.

Un nouveau rapport secret :

Mais il y a mieux encore. Lors du CC des 30 et 31 mars derniers, Kanapa a présenté une « information » sur le mouvement communiste international. Rouge a publié des extraits de ce rapport (1) sans recevoir le moind

dre démenti. Les propos de Kanapa sont d'autant plus intéressants qu'ils étaient réservés aux cadres du parti.

Le responsable des relations extérieures du PCF déclare en substance qu'il est pratiquement impossible de s'entendre avec l'URSS. Le dernier congrès de Moscou n'a été qu'une assemblée de fonctionnaires vieillissants, sélectionnés sans critères politiques, préoccupés seulement des problèmes économiques de leur pays. Les dirigeants soviétiques ont rompu avec l'internationalisme prolétarien : soucieux de leurs intérêts d'Etat, ils sont atteints de « diplomatie », maladie qui leur fait négliger les luttes de classes à l'échelle mondiale. Dans ces conditions, la préparation de la conférence européenne peut fort aboutir à un fiasco.

Ces professions de foi n'apprendront rien aux militants d'extrême-gauche. Gardons-nous, cependant, d'en sous-estimer la portée : c'est le responsable international du PCF qui attaque ainsi l'URSS (lui qui, à la belle époque, était un des chantres de la répression bureaucratique). Et il ne se borne pas à souligner des désaccords conjoncturels. Avec la démarche du crabe, certes, en critiquant la « fonctionnarisation » de PCUS et le « diplomatie de ses dirigeants », il met en cause, à sa façon, le régime soviétique.

Une telle critique de l'URSS et du stalinisme ne peut qu'inciter nombre de militants à aller au fond des choses, à s'arrêter sur les tares de leur propre parti et, à partir de leurs réflexions sur le passé, à tirer des conclusions pour l'avenir.

(1) « Rouge du vendredi 9 avril »
Demain 2/ : « Du passé, faisons table rase... »

DEBAT AVEC LE PSU

LE PCF PEUT-IL BASCULER ?

Le débat ouvert au sein du PSU à partir d'un problème de tactique électorale pose en fait le problème de la stratégie révolutionnaire dans les pays d'Europe capitaliste. Il n'est pas question pour nous d'intervenir dans une discussion interne au PSU, mais d'apporter notre contribution à une discussion ouverte depuis 68 à la lumière des expériences chilienne et portugaise.

LA FRANCE DE 1976 N'EST PAS LA RUSSIE DE 1917

La majorité du PSU semble poser le problème en ces termes. Contrairement à la Russie de 1917, les pays capitalistes avancés se caractériseraient par un système étatique complexe (avec de multiples rouages institutionnels), et par une insertion historique profonde des organisations réformistes, à travers de nombreuses organisations de masse. Dans ces conditions, pensent les camarades, il serait illusoire de miser sur un brusque vide institutionnel que pourraient remplir presque spontanément des conseils ouvriers, comme dans la Russie de 1917. Quant aux révolutionnaires, très minoritaires, ils n'auraient de toute façon guère de chances d'emporter la majorité dans des conseils ouvriers dominés par de puissantes organisations réformistes.

Le danger serait alors, comme l'ont montré le Chili et le Portugal, de pousser systématiquement au débordement minoritaire, qui ne pourrait que rejeter sur la droite les partis réformistes au gouvernement, au plus grand profit de la bourgeoisie. Finalement, la défaite des réformistes risque fort d'être aussi celle des masses et, par voie de conséquence, celle des révolutionnaires eux-mêmes, véritables « apprentis sorciers » à la stratégie suicidaire, comme le dit François Turquan (membre du BN du PSU).

Selon la majorité du PSU, le pari réaliste que doivent tenter les révolutionnaires, c'est de s'appuyer sur la dynamique du mouvement de masse pour pousser les réformistes « au delà des limites de leur programme », et les faire, bon gré mal gré, basculer dans leur majorité du côté de la révolution.

Cette thèse mérite discussion. Il serait trop léger de hausser les épaules en rappelant que ce langage pseudo-réaliste rappelle les propos de Rocard et Chapuis avant leur passage au PS. D'abord parce que, pour les défenseurs actuels de cette stratégie, le maintien et le développement d'un PSU autonome est une condition essentielle de sa mise en œuvre ; ensuite parce que, contrairement à Rocard, leurs espoirs se fondent sur le PCF bien plus que sur le PS.

En effet, les camarades constatent que le PCF n'est plus tenu en laisse par la bureaucratie du Kremlin, mais qu'il est toujours rejeté par la bourgeoisie, condamné donc à naviguer à vue. Pour eux, sa ligne politique qui consiste à promouvoir le « Capitalisme d'Etat » pour ouvrir la voie au « socialisme bureaucratique » est inapplicable dans

la mesure où elle ne satisfait ni la bourgeoisie ni la classe ouvrière. Dès lors, le PCF est en situation de déséquilibre et peut basculer sous la pression des masses, en totalité ou en partie, dans le camp de la révolution, pour peu qu'existe un parti révolutionnaire qui, loin de le déborder, l'aiguillonne judicieusement.

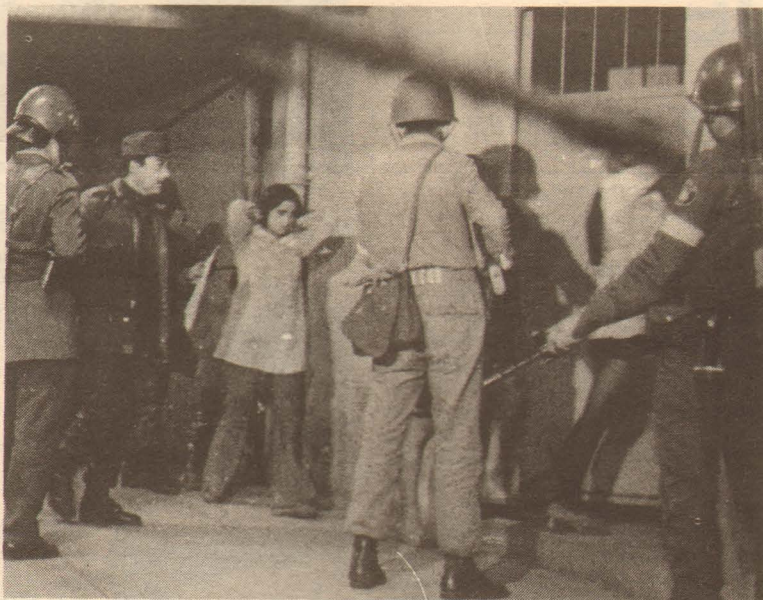
Notre réponse à ces hypothèses est catégoriquement NON. En effet, si les PC sont prêts à étendre leur système bureaucratique à l'ensemble de la société, chaque fois qu'une situation historique exceptionnelle le leur permet, ils ne sont en aucune façon disposés ni capables de mener à bien une révolution qui supposerait la mobilisation consciente des masses et mettrait en cause leur propre contrôle bureaucratique.

Or, précisément parce que la France de 1976 n'est pas la Russie de 1917 et en raison même de la dégénérescence stalinienne, la révolution socialiste en Europe suppose que les masses fassent pratiquement l'expérience de la supériorité de la démocratie des conseils ouvriers sur la démocratie bourgeoise la plus démocratique possible. De plus, il nous paraît faux d'analyser l'orientation du PCF comme une ligne de « capitalisme d'Etat », alors qu'il s'agit d'une ligne réformiste de démocratisation de l'Etat bourgeois et de gestion loyale du capitalisme au prix de quelques nationalisations. Les coups de gueule du PCF contre Mitterrand et le PS ne peuvent faire illusion. Ils n'expriment qu'une réaction de défense bureaucratique, sans conséquences stratégiques. Et nous pouvons être convaincus que si le PCF est sommé de choisir entre les quelques mesures anticapitalistes contenues dans le programme commun et la gestion loyale du système, soit il se recroquevillera autour de son appareil sans offrir la moindre perspective au mouvement de masse, soit il capitulera sans conditions.

Sur ce point, les programmes du PCI et du PCE sont explicites, de même que le respect par le PCF de la légalité bourgeoise, jusqu'à l'acceptation de la Constitution de 58 conçue pourtant contre lui.

Nulle illusion n'est donc permise. Si elle doit basculer sous la pression des événements, la direction du PCF tombera dans le camp de la social-démocratie, pas dans celui de la révolution. Bien sûr il est raisonnable d'espérer l'émergence d'une opposition de gauche au sein du PCF ; mais une telle opposition pourrait d'autant plus facilement s'orienter vers des positions révolutionnaires, qu'existerait un parti révolutionnaire ne semant aucune illusion sur les capacités de redressement de la bureaucratie réformiste, tout en lui proposant systématiquement l'unité d'action.

Il est vrai enfin que l'Etat des pays capitalistes avancés est autrement tentaculaire et ramifié que ne l'était l'Etat tsariste. Mais cette force apparente est aussi sa faiblesse. En effet, elle le rend terriblement vulnérable à l'action de centaines de milliers de travailleurs et



Le Chili : une expérience à sérieusement méditer (Gamma).

d'agents qu'il emploie. On a vu la paralysie brutale des rouages de cet Etat en 1968, et on assiste aujourd'hui à la crise des institutions, facteur essentiel pour que la crise du gouvernement débouche sur une crise du pouvoir bourgeois en tant que tel et sur une situation de double pouvoir. En revanche, il est probable que cette situation de double pouvoir ne se résoudra pas par une violente mais brève empoignade entre les classes. La contradiction entre la force objective des deux camps et leur faiblesse subjective donne à penser que la bataille sera prolongée. En effet, si la bourgeoisie dispose d'un poids économique accru et d'une centralisation étatique renforcée, elle voit s'effriter sa base sociale petite bourgeoisie traditionnelle et elle ne dispose plus, après la défaite de l'impérialisme au Vietnam, d'un corps expéditionnaire contre-révolutionnaire utilisable en Europe. Le prolétariat de son côté a connu une profonde mutation depuis la dernière guerre. Il s'est à la fois continuellement renouvelé et étendu. Mais si sa chance principale réside dans l'avancée de front du mouvement des masses, sa faiblesse essentielle réside dans l'hégémonie maintenue des partis réformistes.

Or justement la combinaison de situations révolutionnaires dans différents pays est l'un des facteurs qui peut permettre de surmonter ce handicap. L'important pour les révolutionnaires après l'accession du PC et du PS au gouvernement ne sera donc ni de se précipiter dans le débordement minoritaire comme le fit le FUR au Portugal, ni d'attendre que la défaite des réformistes sonne l'heure des révolutionnaires comme eurent tendance à le croire les camarades du MIR chilien. Les révolutionnaires devront au contraire aider les masses qui chercheront à la fois à pousser en avant leurs partis et prendront à leur niveau les décisions et les initiatives radicales qui s'imposent.

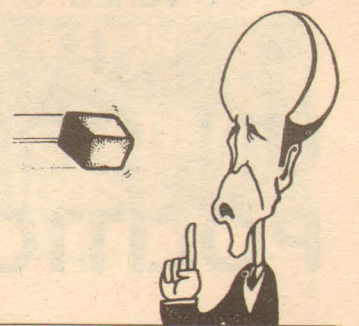
Ainsi, parallèlement à l'impulsio, à

la généralisation, puis à la coordination des comités de contrôle ouvrier, les révolutionnaires devront se battre avec les masses qui font encore confiance au gouvernement des partis ouvriers, pour qu'il cesse de collaborer avec la bourgeoisie, ses partis et ses institutions, et pour qu'il s'appuie sur les travailleurs dans la lutte contre la réaction bourgeoise. C'est au cours de cette lutte pied à pied que les travailleurs perdront leurs illusions dans leurs vieux partis incapables de rompre avec la bourgeoisie.

C'est ce combat que nous devons mener dès aujourd'hui, en exigeant que le PC et le PS qui recueillent les suffrages de la grande majorité de la classe ouvrière, qu'ils posent le problème du débouché politique aux luttes sans attendre 1978, qu'ils s'engagent à gouverner sans Giscard en convoquant une assemblée constituante, qu'ils s'appuient sur la mobilisation des travailleurs et répondent positivement à leurs revendications, en particulier aux demandes de nationalisations, de réduction du temps de travail à 35 heures...

Mais pour que cette bataille soit crédible auprès d'une fraction de plus en plus large des masses, il faut que les révolutionnaires la mènent ensemble. C'est possible. Et c'est le sens de notre politique unitaire.

R. Yvetot



REUNIONS PUBLIQUES

• Lundi 31 mai à 21 heures, la fédération catalane du PSU organise à Perpignan (salle Arago) une réunion publique de solidarité avec les travailleurs du CHS de Thuir. Avec Michel Mousel, Maguy Gillet, Gilbert Vidal.

• Deux forums débats organisés par la fédération des Bouches-du-Rhône sur l'emploi, les jeunes, l'école, les femmes, l'armée, etc.
- Mercredi 2 juin à 21 heures, club, 51 rue de Grignan à Marseille
- Jeudi 3 juin à 21 heures, Palais des congrès à Aix en Provence.

• Une réunion-débat organisée par le Groupe libertaire Germinal avant le 31^e congrès de la Fédération anarchiste, le mercredi 2 juin à 20 h 30, salle du patronage laïque, 74, avenue Felix Faure, Paris 15. Sur le thème : ce que veulent les anarchistes.

Souscription

ANCIEN TOTAL	134 906,60
D.L. et P.M. Paris	100,00
D.P. Paris	180,00
P.T. Lycée Vitrey	50,00
M.P. Chelles	100,00
Un sympathisant	120,00
P.C. Metz	50,00
B.J.M. Noisy-le-Sec	50,00
R.G. Paris	50,00
G.T. Assurances	5 000,00
Diffuseurs Dijon	500,00
Educatrice Sainte Anne	100,00
Diffuseurs Dôle	10,00
Comité rouge Lannion	80,00
NOUVEAU TOTAL	141 296,60

LES TRANSPORTS EN COMMUN GRATUITS ?

Ça existe !

Le dimanche 6 juin... pour aller à la fête de Lutte ouvrière, le train spécial gratuit partira à 14 heures de la gare du Nord.

Retour à 22 heures de Mériel.

Mercredi, nous publierons dans Rouge une interview des camarades de Lutte ouvrière sur leur fête.



Pentecôte 76

Fête de lutte ouvrière

Trois jours de spectacles : Colette Magny, Guy Bedos, Maurice Fanon, Y. Dautin, Les Soho, Les Gwendal, Les Haricots Rouges, El Assiffa, Folk, Jazz, Fest-noz.

300 stands, forums, plus de 60 groupes politiques. Un immense rassemblement à ne pas manquer

5, 6, 7 JUIN à Villiers-Adam - Mériel.

Trains de la gare du Nord, Cars : service permanent de la porte de la Chapelle à partir du samedi 5 juin 11h30.

AJS-OCI

LA MATRAQUE EN GUISE D'ARGUMENT

La Ligue ouvrière révolutionnaire annonce que quatre de ses militants qui distribuaient des tracts au rassemblement de l'Alliance des jeunes pour le Socialisme, ont été brutalement attaqués par le service d'ordre de cette organisation. Il s'agit de L. Martin, Ixiar Arnaiz, A. Cavalier et C. Delair. La LOR regroupe des militants qui ont quitté l'AJS-OCI il y a trois ans. Depuis lors, à chacune de leurs apparitions, ils se font matraquer par l'AJS-OCI qui les considère comme des agents de la CIA.

La Ligue communiste révolutionnaire est en désaccord politique avec ces deux organisations mais ne saurait tolérer en aucune façon l'utilisation de la violence au sein d'organisations ouvrières. Ce n'est pas la première fois que l'OCI-AJS utilise de pareilles méthodes.

C'est en fonction de cette attitude que la LCR a décidé, sur le plan national, de n'avoir avec l'OCI-AJS aucun contact tant qu'une autocritique

publique ne serait pas écrite, et le fait d'avoir publié une tribune libre de cette organisation dans Rouge n'implique pas que nous ayons levé ce préalable. Nous continuerons à polémiquer politiquement avec elle. Mais si l'AJS-OCI veut sortir de son isolement organisationnel et entretenir avec nous des rapports, comme avec tout autre groupe révolutionnaire, ce que nous souhaitons, il faudra qu'elle rompe avec des méthodes qui ont empoisonné le mouvement ouvrier pendant des dizaines d'années.

37^e CONGRES CFDT A ANNECY

UN CONGRES POLITIQUE

Edmond Maire : « La CFDT ne peut se permettre de flottement »

1978 : c'est autour de cette échéance électorale qu'a tourné le 37^e Congrès de la CFDT. Deux jours de débats sur la résolution générale, une demi-journée sur la résolution action : si l'ambiance du Congrès n'avait pas montré la politisation des débats, la répartition des temps de discussion est significative. Que faire en 78 ? Que faire après ? Tels étaient les enjeux.

Pour la direction de la CFDT, face à ces échéances électorales, il est indispensable de construire et de faire apparaître une majorité homogène et hégémonique à la tête de la confédération. C'est ainsi qu'il faut comprendre les mises en garde, au Congrès, aux six fédés et Union Régionale (PTT, Santé, Hachette, Banques, Construction et UR Rhône-Alpes) signataires du texte de contribution : Vous devez résorber vos divergences avec la majorité sous peine d'offrir la possibilité à certains « coucous » de s'engouffrer derrière vos orientations.

Un « débat normal » entre militants

Parallèlement, dans leurs déclarations à la presse, Edmond Maire, Michel Rollant, Jeannette Laot, insistent sur le fait qu'avec les « six », il y a « un débat normal », entre « militants CFDT ». En ne menant la bagarre que sur un amendement peu explicite, sur « l'hégémonie des travailleurs dans la transition au socialisme », un certain nombre de représentants de ces courants ont montré qu'ils étaient prêts à entendre ce discours.

En même temps, les attaques contre les « coucous » de l'extrême-gauche se sont multipliées sur tout les terrains : « Ils se placent eux-mêmes en dehors de l'union des forces populaires », « il sont incapables de traduire une théorie politique en pratique démocratique de masse », devait déclarer Edmond Maire.

Mais c'est aussi dans la pratique du débat que ces attaques se sont faites : il s'agit d'orientations extérieures à l'organisation syndicale, il y a eu « manipulation » de la sensibilité des délégués sur l'affaire de l'ambassade américaine, ils sont sur-représentés au congrès car « volontaires pour tout ». Et enfin, dans la dénonciation des amendements comme « significatifs des groupes d'extrême-gauche », quels que soient les thèmes ou les syndicats signataires.

Les six organisations signataires de la contribution au débat : l'heure des choix

En ne se battant pas sur la centralisation des luttes, en s'abstenant

Dans l'organe bi-mensuel de la CGT, *Le peuple*, couvrant la période du 15 mai au 31 mai et portant le numéro 990, il faut lire un texte très important sur « La CFDT avant son congrès ». Signé Alain Obadia, cet article porte en sous-titre « Lecture commentée des documents préparatoires et du projet de résolution générale ».

sur la résolution générale, en se contentant d'une bataille sur « l'hégémonie des travailleurs », les six ont esquivé les affrontements du congrès. Cependant les échéances sont là : il va falloir choisir entre « ne pas gêner la venue de la gauche au pouvoir » et refuser toute idée de trêve sociale. Entre « la réunion des conditions favorables au développement des luttes » et « leur développement et leur centralisation ». Entre accepter l'homogénéisation par le haut de la confédération et l'instauration d'un débat démocratique avec le respect du fédéralisme dans le syndicat.

30 % de votants pour les comités de grève : « Coucou, nous revoilà ».

A Nantes, l'amendement favorable aux comités de grève n'avait recueilli (contrairement à ce que nous disions dans Rouge de samedi) que 15 % des voix. Aujourd'hui, malgré l'ardeur de la majorité confédérale dans la dénonciation de « cette dilution des syndicats », une opposition significative s'est dégagée : 30 % de votants pour. C'est la même opposition que l'on retrouve (malgré les difficultés dues au choix par le Bureau National lui-même et la commission des treize amendements soumis au vote) dans le vote sur le syndicat de soldats, le débouché politique, le problème de l'avant-garde, avec des pourcentages légèrement variables.

Fait significatif : ce courant est apparu non plus à travers quelques petits syndicats ou quelques enclaves « traditionnelles », mais aussi dans toutes les fédérations de la Chimie à la Métallurgie, dans toutes les régions, de la Lorraine à la Bretagne et du Nord aux Bouches-du-Rhône, bien au-delà de l'influence des militants d'extrême-gauche.

Surout, cette opposition s'est retrouvée dans tous les tests politiques de ce congrès : défiance par rapport à l'attitude de la confédération vis-à-vis de l'Union de la Gauche et notamment à partir d'une critique violente de l'opération des « Assises pour le socialisme ». Dénonciation de l'attitude de la confédération sur les problèmes internationaux, à partir de la présence de l'ambassade américaine : celle-ci renvoyait aux projets de fusion entre les organisations syndicales internationales, Confédération mondiale du travail (CMT) — à laquelle appartient la CFDT — et Confédération internationale des Syndicats Libres (CISL), créée pendant la guerre froide sous l'hégémonie américaine. En France, la représentante de la CISL est Force Ouvrière.

« Je suis coucou, pourquoi pas vous ? »

Ceci a imposé à Edmond Maire une triste bataille de procédure pour rétablir par un deuxième vote majoritaire, l'autorité et la responsabilité du BN dans les invitations au Congrès.

Cette opposition, c'est celle de la défiance par rapport à l'Union de la Gauche, à travers le vote sur la nécessité du « tous ensemble »



(amendement soutenu par toutes les boîtes en lutte : Lip, Griffet, CIP...), à travers le vote pour l'auto-organisation (assemblées générales, comités de grève), seule garante de l'unité des travailleurs et seul moyen pour tenter d'empêcher le PS et le PCF de s'enliser dans la collaboration de classe. Ce sont tous ces syndicalistes qui se sont retrouvés dans la chanson sur les « coucous », entonnée par un groupe important de délégués en rentrant dans la salle du Congrès après la pause de l'après-midi, vendredi et dans les badges : « je suis coucou, pourquoi pas vous ? », dans le climat du gala de vendredi soir.

Les absents : Lip et le contrôle ouvrier

Mais pour faire le pont entre cette défiance politique et cette

combativité liée au souci d'auto-organisation, il aurait fallu un débat clair, sur ce que la CFDT appelle les objectifs de transformation. En effet, ce « tous ensemble », il aurait fallu et il faut encore dire sur quelles revendications : semaines de 35 Heures ? 2000 Frs mini ? 300 Frs pour tous ? Nationalisation sous contrôle ouvrier ?

S'il est significatif que la Confédération ait esquivé ce débat, on ne peut que regretter, même si on le comprend, que les camarades qui possédaient les meilleurs acquis dans la pratique sur le contrôle ouvrier se soient abstenus dans le débat. Où étaient les Lips ? (Si ce n'est avec un stand à l'extérieur du Congrès) où était l'Union Régionale Basse-Normandie ?

Robert Pelletier

Paysans

10 mois de prison pour une gifle

VILLIERS POPULARISE SA LUTTE

Samedi, à la Tourasse (Lot et Garonne), les traits tirés, le visage emacé sous la barbe de 50 jours de grève de la faim, Jacques Villiers explique les injustices du remembrement sur des plans dressés à cet effet dans un pré de sa ferme, ce remembrement qu'il a lui-même impulsé il y a dix ans et auquel il avait cru un temps. Devant l'injustice et l'absurdité des plans proposés, Villiers s'était mobilisé en impulsant un comité et en menant toute une bataille judiciaire qui lui avait donné gain de cause. Mais lorsqu'il veut venir défendre en personne son dossier devant la commission du remembrement, la présidente lui refuse le droit d'entrer à une séance pourtant publique. Villiers s'énervait, la gifle part. Cela lui vaut 8 mois de premier jugement ; Villiers entame une grève de la faim et fait appel devant la cour d'Agen qui accroit la sévérité des peines (22 mois dont 10 avec sursis). Devant son état, la

justice lui accorde 5 jours de liberté que Villiers a utilisé pour populariser son combat.

200 personnes sont venues pour cette journée portes-ouvertes sur la ferme de Villiers. Sur le terrain même, il a amené des gens voir le résultat de ce remembrement injuste. Jusqu'à mardi 1^{er} juin il est en « sursis », le temps de son éventuel pourvoi en cassation. C'est donc mardi que les gendarmes viendront le chercher pour ces dix mois de prisons ! La parole est donc au mouvement de soutien. Déjà, avant le verdict, le comité avait mis en place des comités locaux dans tout le département, une brochure, des tracts sont en préparation. Dimanche, un stand Villiers était présent à la fête du PS à Agen. Ils sont de plus en plus nombreux, ceux qui refusent d'accepter une telle injustice.

Correspondant

en lutte



Les élèves infirmières tiendront un meeting le mercredi 3 juin à 18 heures à la Bourse du Travail à Paris, sur le thème de la répression dans les écoles. Organisé par les élèves en lutte de Garches, le syndicat CFDT et la coordination des élèves, ce meeting doit être massivement et unitairement préparé dans les écoles.

La direction de la CGT doit à cette occasion prendre ses responsabilités dans le soutien aux élèves pour éviter la division qui ne peut nuire à la lutte.

La fédération du Spectacle CGT dénonce la manière dont Chirac prétend imposer ses conditions aux travailleurs du spectacle en supprimant les indemnités de déplacements pour les tournées, le paiement des diffusions TV et imposant aux techniciens des heures supplémentaires et des nuits. Le 4 juin, les travailleurs prendront des décisions pour l'action.

Au travers de l'Opéra tous les travailleurs du Spectacle sont visés par la rentabilisation, surtout lorsque les sociétés capitalistes investissent dans le secteur Vidéo et comptent en tirer profit sur le dos des artistes et techniciens du théâtre vivant.

Route bloquées pendant la Pentecôte par les agriculteurs de la vallée du Rhône. Devant l'effondrement des cours des fruits et légumes (et particulièrement de ceux destinés à la transformation industrielle) et les importations des pays méditerranéens la Fédération régionale des exploitants agricoles a décidé des actions en direction des voies de communication.

SNCF : grève à la Pentecôte à Avignon

Les cheminots CGT et CFDT du dépôt d'Avignon ont déposé un préavis de grève pour la période du vendredi 4 juin 0 heure au samedi 5 à 24 heures. Le mouvement est centré sur des revendications d'effectifs.

Echec aux mesures anti-grèves à CDF-Chimie (Lorraine)

Après deux semaines de grève le personnel de St-Avoid a obtenu en partie gain de cause à la direction. La clause anti-grève a été retirée de l'accord et les jours de grève seront partiellement payés. Des augmentations de 180 à 210 francs sont incluses dans le protocole, que les syndicats CFTC, CGC, et FO se sont empressés de signer. Le personnel, réuni en assemblée générale a estimé globalement positif le protocole d'accord et a décidé la reprise du travail, même si ce n'était pas de gaité de cœur.

Un débat est organisé ce soir à l'UF-CFDT de Montrouge, 3 rue Lafontaine. Sur « les luttes locales pour l'emploi et contre le chômage ». Dans le cadre des dix jours contre le chômage organisés par le comité de chômeurs CFDT et l'UL-CFDT.

INNO Montparnasse

- Solidaires des grévistes, elles avaient laissé des caddies pleins à la caisse
- Jugement aujourd'hui

RELAXEZ LES DEUX INCULPEES !

C'est aujourd'hui que doit être rendu le verdict du procès de Clémence Descolonges et Roselyne Escaras accusées d'injure, outrages et rébellion envers des gardiens de la paix (cf. Rouge du 18 mai). Ces

militantes avaient été interpellées en octobre 75 au cours d'une action dde solidarité avec les grévistes du magasin INNO à Montparnasse. Nous les avons rencontrées au lendemain de leur procès.

En premier lieu, elles tiennent à souligner à quel point tous ceux qui assistaient ce jour-là (17 mai) à la séance de la 10^e chambre correctionnelle ont été choqués par la rapidité et la façon cavalière dont les affaires précédentes ont été jugées. En ce qui concerne leur procès, le facteur déterminant a été la présence nombreuse des gens venus les soutenir. Quand le greffier a vu la liste des témoins il a dit « On devait expédier en 5', on va en avoir pour jusqu'à dix heures... »

Le juge ne connaissait que le rapport des policiers, d'où l'importance des témoignages nombreux qui ont fait s'écrouler l'accusation. La personnalité de l'avocat, M^e Leclerc a joué également. Il a fait apparaître clairement que les véritables accusés auraient dû être les accusateurs. Mais le tribunal ne pouvait pas le reconnaître devant tout le monde et a mis le jugement en délibéré au 31 mai.

« Vous allez voir »

« Au commissariat, racontent-elles, on nous disait : c'est votre parti ou votre syndicat qui vous envoie là, fallait faire vos courses ailleurs, l'intimidation, la raillerie. Mais nous avons réaffirmé notre solidarité. Roselyne qui avait très mal au bras par lequel le policier l'avait traînée a demandé à voir un médecin. Alors le ton a monté on nous a dit : « si vous le prenez comme ça vous verrez... » On nous a parlé d'entrave à la liberté du commerce » menaces de fichage, d'escalade etc. Nous pensons qu'ils ont craint que nous ne portions plainte et ils ont pris les devants. Mais ça n'est pas venu des deux policiers qui nous avaient arrêtées. A ce moment-là, nous avons été informées qu'il y avait eu plainte ».

En sortant du commissariat, elles sont tout de yu retournées sur les lieux pour chercher des témoins. Les grévistes d'INNO-CFDT les ont ac-

cueillies formidablement et ont proposé de participer aux frais de médecin. Cependant, certaines d'entre elles étaient pas d'accord avec la forme de l'action de solidarité, demandée par les grévistes elles-mêmes, (remplir les caddies et les laisser à la caisse) qui a pourtant fait perdre des millions au patron.

Un maître mot : solidarité

« Au début, expliquent-elles, nous avons tout fait toutes seules, heureusement nous pouvions bénéficier de temps libre, d'autres travaillant à temps plein n'auraient pu courir partout chercher les témoins, voir les UL, tirer les tracts comme le premier que nous avons fait. Les filles de l'INNO, contactées, ont tout fait pour nous aider »

Puis la solidarité a été prise en charge par les UL-CFDT 13^e-5^e et 14^e. Le syndicat de l'EGF (dont Clémence est retraitée) a fait beaucoup dès le début. Puis le syndicat CFDT du commerce s'est mobilisé aussi. Des

pétitions ont recueilli des milliers de signatures aux journées « PORTES OUVERTES » de Lip, en particulier.

« Trop de gens nous ont dit : « Ne vous en faites pas » ; il y n'y aura pas de suite ». « A mon travail, explique Roselyne, je n'ai pas dit pourquoi j'avais le bras en écharpe, je n'ai pas pris d'arrêt de travail. Ça s'est passé il y a huit mois, les choses ont traîné pour que tout soit oublié, les témoins, etc. Sans cette solidarité qui s'est créée, c'était jugé ! »

Se retrouver ainsi devant un tribunal par le simple jeu arbitraire qui nous gouverne les a durement éprouvées, mais disent-elles « la bataille en jeu nous a aiguillonnées ». Elles le comprenaient comme une bataille de dénonciation de la police et de la justice. Pour elles, ce genre d'affaires est une forme d'intimidation terrible contre les gens, pour instaurer un climat de peur et favoriser l'individualisme.

Cela il faut le combattre par la solidarité.

PONIA A ROCHEFORT, C'EST UN PEU FORT !

- Il ose venir 8 jours après que ses flics aient matraqué les métallos en grève de La Rochelle.

Le prétexte de la visite, c'est l'inauguration du conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (sic). Or, en même temps le gouvernement fait installer la centrale nucléaire de Braux et St Louis malgré les protestations des

ostréiculteurs et des paysans. D'après Sud-Ouest, cette création « est un exemple de décentralisation du tertiaire supérieur » (resic). Ce que ne dit pas Sud-Ouest, c'est que les emplois créés ne dépasseront pas cinquante alors que la situation de l'emploi à Rochefort est très critique : 1 000 chômeurs au moins, 200 emplois supprimés, usines menacées de disparition.

Dans une filiale de la SNIAS, on craint la suppression de 190 emplois. Quant à l'hôpital militaire, il a été question de son déplacement. Enfin, les portes du port ayant besoin d'être réparées, il faudrait une somme de 270 millions d'anciens francs. Or le gouvernement en propose 70 pour le fermer définitivement, menaçant 1 000 emplois supplémentaires.

Dans ce contexte, alors que les métallos de La Rochelle entament leur 6^{ème} semaine de grève, cette visite apparaît comme une provocation : les travailleurs de La Rochelle et de Rochefort feront savoir leur colère en débrayant massivement lundi à 11 heures et en se rendant au rassemblement.

Correspondant

APPEL :

du comité de défense des libertés. (Ligue des Droits de l'Homme, CGT, CFDT, FEN, PC, PS, et Radicaux de Gauche)

Poniatowski, ministre de la répression à Rochefort. A la Rochelle, et à Rochefort, le Comité de Défense des Libertés appelle les travailleurs à cesser le travail à 11 h. Tous au rassemblement, ancienne Bourse du Travail, à Rochefort, à 11h 30.

40 REQUISITIONS A LYON

« EN RAISON DE LA NATURE DE VOS FONCTIONS »

OBJET : Suspension du droit de grève -

Le mouvement de grève qui affecte les établissements des Hôpitaux Civils de Lyon entraînant de graves perturbations dans la continuité des soins dispensés et des services hôteliers fournis aux hospitalisés, dans la conservation des installations et du matériel, et risquant de compromettre la sécurité physique des hospitalisés, je vous informe de ce que, conformément à la législation en vigueur et en applications des instructions ministérielles, il vous est interdit d'exercer le droit de grève, pour la durée du mouvement actuel, en raison de la nature des fonctions qui vous ont été confiées par l'Administration.

Je vous invite, en conséquence, à reprendre immédiatement votre service. Le 25 Mai.

Je vous précise, à toutes fins utiles, que l'insobéissance de cet ordre vous exposerait à des poursuites disciplinaires.

Le Directeur Général,



Quarante grévistes des hôpitaux civils de Lyon ont reçu ce véritable « ordre de réquisition » à domicile. Ce texte est très explicite puisqu'il rappelle aux travailleurs concernés « qu'il est interdit d'exercer le droit de grève ». On ne saurait être plus clair ! Face à cette nouvelle attaque anti-grève, la solidarité s'impose.

Houillères du Nord-Pas de Calais

LES MINEURS DECIDENT AUJOURD'HUI

- Grève très suivie vendredi et samedi
- La CGT organise une consultation sur la poursuite du mouvement

La grève de 48 heures appelée par la CFDT sur le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais a été massivement suivie vendredi et samedi. Les participations ont été particulièrement fortes dans le Valenciennais et le Douaisis. Devant l'appel à la continuation du mouvement de la part de la CFDT devant la volonté de lutte des « Gueules noires », la CGT a proposé l'organisation d'un vote sur la poursuite de l'action. Lundi matin sur les carreaux désertés depuis deux jours auront lieu des assemblées pour décider.

14 h, il pleut sur la fosse 5 de Sallaumines, le puits d'où est parti l'actuel mouvement de lutte qui emporte tout le bassin minier.

décidés à dépasser le cadre bien étroit de ces 48 h, coïncées entre deux jours fériés et prendre l'offensive contre les houillères.

Un piquet de grève symbolique, composé de délégués CGT et CFDT et surtout de travailleurs immigrés discute avec les sympathisants et les journalistes : ici la CGT recueille 85 % des voix aux élections professionnelles ; le délégué CGT parle, le délégué CFDT écoute : « Nous sommes partis 3 jours avant les autres, il y a de l'essoufflement chez les gars, faut les comprendre (les traites, les vacances...etc). Mais même si nous rentrons ce sera reculer pour mieux sauter. Lundi, on organise un vote sur la poursuite de la grève. Ici comme dans tous les puits, la CGT se bat pour continuer la lutte, mais c'est les masses qui vont décider ».

Ainsi, la journée de lundi s'annonce sans mot d'ordre clair, la CGT se bornant à affirmer « sa ferme volonté d'aller avec les mineurs à de nouveaux développements de l'action rendus nécessaires ». Quant à la CFDT, elle a appelé dès vendredi soir à l'extension et à la continuation, du mouvement sans pouvoir, vu son faible poids, influencer réellement sur la situation. La journée de lundi permettra de voir quels sont les points forts de la lutte et si des secteurs sont

La bataille du charbon

Samedi matin, Montigny en Gohelle petite ville minière de la région de Lens : quelques centaines d'habitants coincés entre l'imposante autoroute du Nord, le ciel blanc-gris huit mois par an et quelques terribles. 10 h 30, cérémonie au puits Dahomey. 200 personnes en majorité de vieux mineurs usés par la silicose écoutent sans broncher pendant deux heures les discours commémorant le 35^{ème} anniversaire des grèves de mai et juin 41, première mobilisation de masse des mineurs sous l'occupation. Parti de la fosse 7 du Dahomey, elle touchera 100 000 mineurs du bassin en plein quadrillage fasciste. C'est le parti communiste qui, par l'intermédiaire du maire, de la CGT, et de ses propres orateurs, s'écrit : Victoire ! « Cette grève ne fut pas spontanée ; le dire c'est faire injure au PCF et à la CGT... Les grèves de mai et juin 41, ont préparé et permis la grande victoire de la bataille du charbon de 1946 (?) ! ».

TRIBUNE des luttes

Communiqué CFDT-CGT-FO du centre de Marcoule

Une fois de plus, sous la pression de la direction, le service dégainage, dont nous avons déjà eu l'occasion de vous parler, se distingue en matière de dégradation de sécurité.

Une fois de plus, les responsables de ce service avaient décidé de faire démarrer une installation (cellule) alors que des risques certains de contamination et d'irradiation du personnel n'avaient pas été éliminés. Il aura encore fallu la vigilance des représentants du personnel qui ont demandé une visite inopinée de ce service par le Comité Hygiène et Sécurité pour que le problème éclate au grand jour.

Pourtant, malgré les avis défavorables du Comité Hygiène et Sécurité, du Service de Protection contre les radiations, de l'ingénieur de la Sécurité du Travail, les responsables de ce service maintenaient leur désir de démarrer cette installation.

C'est alors que face à toutes ces pressions largement justifiées, le directeur du centre décidait enfin de reporter la date du démarrage de cette installation.

La direction de Marcoule, engagée dans un processus de privatisation, met de plus en plus en cause depuis quelques temps la sécurité et la santé des travailleurs.

On voit mal comment une direction qui néglige la sécurité et la santé de ses travailleurs pourrait garantir aujourd'hui et demain, une protection de l'environnement et des populations.

Voilà déjà un premier résultat négatif d'une politique de démantèlement d'un service public comme le CEA.

Affaire à suivre...

Marcoule le 20.05.76

Intersyndicale CGT-CFDT-FO

63^e CONGRES DE L'UNEF

« C'EST L'UNEF QUI A DIRIGE LA LUTTE... »

Le 63^e congrès de l'UNEF se tient depuis le jeudi 27 mai à l'Université des sciences sociales de Toulouse. Les délégués, près de 600 arrivent progressivement.

Le grand amphithéâtre, a revêtu des habits de congrès. Sur deux rangs siège un impressionnant bureau de congrès à la tribune où se retrouve l'essentiel du bureau national sortant. Tout autour ce slogan sur une banderole : « pour le succès de nos luttes, l'UNEF, le meilleur atout du mouvement étudiant ». La salle reste paisible, attentive mais peu passionnée. On en est maintenant au vote des amendements à la résolution finale, discutée à la base depuis deux mois dans les comités d'action UNEF.

Des débats, des contradictions importantes, on l'attendait. 3 mois de grève, des coordinations nationales qui représentaient la légalité du mouvement étudiant et où l'UNEF fut minoritaire : une UNEF y défendant ses positions : qui participe d'abord au mouvement puis appelle ensuite en termes voilés à la reprise ; qui tire un bilan de la grève qu'elle veut à son honneur... cela ne peut manquer d'avoir des conséquences. Or l'on est immédiatement déçu. Aucun des amendements n'est présenté comme contradictoire à la résolution, la commission des résolutions ne les a retenus que sur un « consensus ». Aucun débat n'apparaît nettement. Alors un congrès pour rien ? Qu'en est-il ?

Les débats généraux qui ont occupé les journées précédentes indiquent les deux axes de bataille choisis par le BN. Premièrement dit R. Maurice c'est « l'UNEF qui a organisé la lutte », « qui a pris l'initiative de la mobilisation ». Le rôle, ajoute-t-il, d'animateur des luttes et de porte-parole national qu'a joué l'UNEF durant tout le mouvement renforcé l'idée du caractère sérieux et responsable des étudiants. L'histoire est, chronologie à l'appui, refaite. « Toutes les grandes journées qui ont rythmé le mouvement ont pour origine les initiatives de l'UNEF ». Deuxième volet : « le mouvement étudiant est victorieux ». Et suit l'énumération de 6 reculs du pouvoir dont un seul est sanctionné par écrit, le « maintien des

formations existantes ». En fait il s'agit de redonner confiance aux adhérents. Ce bilan, dans la version finale de la résolution est globalement incontesté. De quoi accréditer l'image d'une chambre d'enregistrement. La vérité est plus complexe. En fait, souterrains, des débats ont traversé le congrès. Trois raisons : les difficultés rencontrées localement par l'UNEF, quand après avoir « joué le jeu » elle s'est battue pour une action « sous d'autres formes » ; l'influence de la grève, les apprentissages collectifs qu'elle a favorisés chez certains militants, et enfin l'aiguillon du seul autre courant organisé présent dans l'UNEF, le CERES.

Les étudiants de cette tendance du PS se défendent d'être une tendance. Ils semblent convaincus qu'il faut un syndicat « revendicatif » à l'Université et qu'il ne peut naître que là où sont déjà présents les militants du PCF. Ils ont voulu : d'abord modifier l'approche triomphaliste du bilan ; une analyse plus critique de la formation et de son contenu ; enfin une orientation moins corporatiste estiment-ils, plus explicitement liée au monde ouvrier et à l'Union de la Gauche.

L'influence de la grève, on la sent dans les rapports introductifs, quand R. Maurice y justifie la participation aux coordinations nationales ou aux Comités de Grève, ou quand B. Huvet approuve la lutte sous toutes les formes, des « cours sauvages à la grève » à condition qu'elle soit massive. On la sent aussi dans les débats fugitifs lors de la présentation des amendements. Ainsi une déléguée brestoise a proposé la revendication d'allocations d'études pour tous. Ainsi à l'inverse des formulations plus osées de la commission des résolutions, parlant « contrôle des étudiants sur l'ensemble de la vie universitaire » et « sur le contenu des enseignements », ont-elles été supprimées. Lors de ces escarmouches, à chaque fois on fait référence aux « gauchistes » soit comme épouvantail, soit pour déclarer que « l'essentiel n'est pas de s'en démarquer ».

Des débats, il y en a donc eu. Mais sans grande conséquence sur l'orientation générale. Les étudiants du CERES pensent avoir marqué des



points, les communistes, majoritaires, ont maintenu la barre sur l'essentiel : une vision globalement corporatiste de la radicalisation étudiante.

Surtout la démocratie a ici quelques limites. Si, grâce à deux micros baladeurs, les délégués ont pu intervenir de la salle à tout moment, les principaux membres du BN, gratifiés en permanence d'un micro interviennent à tout moment, répondent,

mettent leur poids dans la balance.

La dernière étape du congrès a été la réélection d'un bureau national. Les étudiants du CERES y sont pour la première fois présents, par ailleurs R. Maurice ne s'est pas représenté à la présidence. C'est le seul « incident » qui a ému les journalistes présents à ce congrès.

Joseph Krasny

La rencontre des « structures de lutte » à Lyon

UNE PREMIERE ETAPE

Le président de l'université de Lyon 2, Bernardet, membre du PS et du SGEN sup avait décidé d'interdire la rencontre nationale des structures de lutte. C'est donc à l'INSA de Villeurbanne que s'est tenue cette réunion qui regroupa 150 à 200 personnes.

Si la réunion n'était pas massive, reflet des difficultés de la mobilisation en fin d'année, une vingtaine de villes étaient présentes (4 comités d'action de Villeurbanne, 3 comités de lutte de Montpellier, 3 à Brest, la coordination parisienne des IUT, les comités de lutte et de section d'Aix, de Rouen et de Toulouse) ainsi que les courants du MAS, du PSU, de la LCR, de l'OCR, et le la GOP.

Les débats qui étaient à l'ordre du jour dépassaient le cadre de cette grève : comment faire pour que la masse des étudiants en lutte, non seulement, aient le contrôle de la grève, mais la prennent en charge comme leur lutte ?

Les questions posées : quel instrument pour dépasser la situation où souvent les inorganisés sont découragés par les débats pas toujours constructifs entre les organisations ? Comment construire un mouvement étudiant permanent et démocratique ? Mais aussi quel rapport devra entretenir un tel mouvement avec les AG et les comités de grève, comment construire un mouvement de masse qui soit dégagé de tout corporatisme, peut-on créer un syndicat se liant à la classe ouvrière et à ses organisations ?

Comme l'a dit le camarade du MAS de Tolbiac, c'est le débat coupé par l'éclatement de l'UNEF qui reprend.

Le thème de la seconde journée était d'esquisser des plates-formes pour organiser le mouvement sur une base de classe. Dans la démarche une convergence réelle est apparue entre les militants du MAS et de la LCR. Par contre les militants de la GOP et de Révolution ont préféré quitter la salle, estimant que la réunion n'était pas représentative d'un réel travail à la base. Ce faisant ils risquent de s'exclure de la reconstitution du mouvement étudiant en cours.

Quoi qu'il en soit, le débat est loin d'être clos, et c'est le principal intérêt de cette réunion que de l'avoir ouvert nationalement. Nous reviendrons demain sur les détails de cette rencontre.

Correspondant.

Du fait de l'abondance de l'actualité (rencontre de Lyon, congrès de l'UNEF), la suite de l'enquête de Joseph Krasny, « jamais vu depuis 1968 », est reportée à demain. Quatrième partie : qu'ont-ils fait des examens ?

l'homme des casernes

LA MADELON DE RIBELEVILLE

« Un groupe de jeunes élèves officiers de l'école militaire de Strasbourg venant faire des manœuvres dans les environs, je me permets de demander à ceux qui pourraient recevoir un ou deux de ces jeunes gens à dîner le soir du 19 mai 1976 à partir de 19 heures de bien vouloir se faire inscrire, dans les plus brefs délais, à la Mairie de Ribeleville. »

Pour la nuit, ils bivouaqueront dans la salle de théâtre vu que nous n'avons pas trouvé suffisamment de personnes pour les héberger. Signé : Mme Schlumberger.

En réalité, cette audacieuse tentative de liaison « armée-nation » n'a pas eu tout le succès escompté. Et cela malgré les efforts des élèves officiers pour « faire bonne impression » à la population. « Les invités à manger ? Non, mais, qu'est-ce qu'ils imaginent », entendait-on ça et là, « des appelés à la rigueur, mais eux ils n'ont qu'à aller au restaurant ».

Notons que Madame le Maire n'a nullement été découragée par ce « bide » retentissant, puisque quelques jours seulement après le départ de ses protégés, elle faisait organiser un gala du film militaire. D'ici à ce qu'elle vienne à la Mairie en treillis-rangers...

Marianne, correspondante

UNE LETTRE du groupe objection en monde rural.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture,

La lettre que vous allez lire a été rendue publique, notamment en monde rural sur le Rhône et la Loire.

Nous sommes deux objecteurs à être appelés à l'ONF en juin 1976, mais les camarades de la région dans la même situation se joignent à nous et nous vous disons ensemble le pourquoi de ce refus collectif de l'ONF.

Nous refusons l'armée car nous ne pensons pas pouvoir nous épanouir en son sein, de plus les raisons de notre refus sont clairement politiques. Comment être d'accord avec l'armée qui prend la terre aux paysans, qui brise les grèves, qui apprend aux jeunes à se taire, à devenir des hommes dociles et soumis.

Comme nous refusons cette armée, nous luttons contre le système qu'elle soutient et qu'elle fortifie.

(...) Refusant l'armée, nous avons les mêmes motifs pour refuser sa succursale, en l'occurrence l'ONF. Accepter l'ONF et le décret de Brégançon, c'est se soumettre à ces décisions autoritaires qui nous forcent à une obéissance aveugle sans possibilité de choix personnel, c'est dire adieu aux libertés syndicales, politiques, collectives, c'est accepter de travailler deux ans bénévolement dans un service qui ne recherche que le profit et la rentabilité maximum de la forêt, c'est prendre la place d'un travailleur.

(...) Nous sommes profondément solidaires de tous ceux qui, à cause des restrictions de la loi sur l'objection se retrouvent en prison, en particulier tous les insoumis (actuellement un millier), solidaires de ceux qui passent en procès pour insoumission ONF (1200 insoumis ONF en France), solidaires des militants inculpés de démolition de l'armée, solidaires des paysans-travailleurs de l'Ouest, des viticulteurs du Midi et d'ailleurs inculpés par le pouvoir.

Cette lettre publique est signée par Gaby Rousset, ouvrier agricole et Jean-Luc Denis, animateur, ainsi que par 10 insoumis à l'ONF.

Pour toute correspondance avec le Groupe Objection en monde rural : J.L. Denis, 53 rue des Docks, Lyon 9^e

La fête des mères

LES CADEAUX AMERS DE L'ECOLE

Toute l'année scolaire à l'école maternelle est jalonnée par la célébration des fêtes (laïcité oblige !):

- la fête du Père Noël où la municipalité offre des jouets qui sont le plus souvent distribués en fonction du sexe des enfants ;
- la fête de la galette, la fête des rois, l'Épiphanie quoi ;
- la fête de la mi-carême ou de mardi gras ;
- la fête de Pâques, où certaines municipalités offrent des petits œufs ;
- enfin la fête des Mères... le mois de mai devient une course de vitesse, un aperçu du travail à la chaîne, on produit, plus vite lorsque l'échéance approche. Enfin l'année se terminera par cette fabuleuse foire commerciale qu'est la vente exposition des travaux des élèves.

Mais où est la fête, où est l'enfant ?

L'enfant disparaît derrière une idée collective qui lui est imposée : il n'est plus qu'un sexe, un âge, qui doit accepter de produire les cadeaux qu'on attend de lui... le cadeau est devenu un devoir scolaire. Si tous sont contraints, mais si pas hasard l'un d'eux ne voulait rien faire, on fera faire l'objet par un autre, vous savez bien la mère ne comprendrait pas. Chacun doit partir avec son cadeau, c'est le service maternel.

Et ainsi d'année en année. Au jour J, tous ensemble on fêtera les pères, les mères, comme on fêta les morts.

À l'école primaire, c'est souvent pire encore : on demande à l'enfant d'apporter une somme d'argent, fixée à l'avance. Il a le choix en général entre deux sommes. L'amour d'une mère ça se paie, ça se mesure au porte-

monnaie : honte au gosse qui ne donnera que 20 Francs au lieu de 40... honte encore à celui qui ne peut rien donner. Tout ça pour acheter un cadeau-type à un représentant qui veint faire son beurre dans l'école. C'est peut-être cela que l'on appelle l'école ouverte sur la vie ?

De fête point.

Pas du côté des enfants en tout cas : ils n'ont rien choisi, ni le jour de la fête, ni le cadeau. Pas du côté des maitresses qui arrivent à la date de la fête, satisfaites que tout soit enfin prêt, mais harassées, énervées...

Alors du côté des mères ? Peut-être. C'est toujours agréable de recevoir un cadeau, surtout lorsque celui-ci vient de son enfant - mais le geste de l'enfant qui a confectionné lui-même, un beau jour quelque chose pour sa maman, n'a-t-il pas plus de valeur...

Créer d'autres fêtes

Déjà à l'intérieur des écoles maternelles en particulier, un mouvement se dessine pour refuser ces fêtes, pour secouer les rituels de ces cérémonies qui n'ont plus de fête que le nom, qui permettent de gommer les difficultés que rencontrent enfants et institutrices, qui imprègnent l'enfant depuis son plus jeune âge - on peut rentrer à 2 ans à la maternelle - de l'idéologie dominante. Et pour créer d'autres fêtes, voulues, imaginées, confectionnées par toutes et tous.

Babette

VILLE...VIE...LUTTE...

Avouons-le : nous avons été submergés de lettres, communiqués et projets d'articles concernant les luttes urbaines. Il ne nous a pas été possible de tout publier à cause de l'étroitesse de nos deux pages : Nous essayons de parler de la Santé, de l'écologie, de la contre-presse, de la psychiatrie, du sport, etc. Nous ne parlons pas assez de la vie quotidienne des travailleurs, au sens strict : Comment ils vivent, comment ils sentent le monde. Ce que nous voudrions rectifier.

Nous avons construit cette page afin de donner une image de la diversité des luttes urbaines, aussi bien à Paris qu'en province, ainsi que de la politique du PCF, aussi actif que sectaire sur ces questions.

Dans la région parisienne

LE PCF ET LES EXPULSIONS

L'accélération des hausses des loyers et des charges, combinées à la stagnation du pouvoir d'achat et surtout au chômage, faisait des expulsions et des saisies l'une des principales batailles des travailleurs à partir du mois de Mars.

A Paris, et en banlieue chaque expulsion est l'occasion de mobilisations ou d'actions. Les cellules locales du PCF se montrent vives à toute procédure qui leur est signalée par les habitants lors des permanences ou des ventes sur les marchés... Des piquets ou des rassemblements tentent d'empêcher les huissiers de saisir et la police d'expulser. Dans certains cas des campagnes pour le relogement comme dans le 2^e et le 15^e lors d'expulsions de travailleurs immigrés obligent les pouvoirs publics à ces concessions. Partout le PCF est présent : les militants locaux, les élus sont là au pied des immeubles, aux portes des appartements, devant l'Hôtel de Ville ou les préfectures... pour exiger l'annulation des mesures. Selon les municipalités la démarche est différente. Dans les quartiers de Paris où les municipalités de la majorité ce sont les sections locales voire les fédérations qui organisent les permanences et les mobilisations... Dans les municipalités communistes ce sont les services municipaux qui centralisent l'information et les militants et élus locaux au grand complet qui mènent les actions...

Sur les murs, les affiches affirment : « Si vous êtes menacés d'expulsion, si vous entendez parler de saisies prévenez les militants du PCF ». Des journaux d'arrondissements et de communes de banlieue rendent compte des principales luttes et surtout des victoires. Enfin l'Humanité accorde une large place aux luttes des communistes contre les expulsions.

Si l'on est d'accord avec le PCF pour considérer la priorité de la lutte contre cette politique scandaleuse du pouvoir, il faut pourtant se poser quelques questions. D'abord pourquoi le PCF et lui seul, alors que les expulsions mobilisent aujourd'hui des franges de plus en plus larges de travailleurs ? Pourquoi n'assiste-t-on pas à la constitution comme à Evreux ou dans d'autres villes : de collectifs ou de comités larges où seraient présents les syndicats, les APF (1), les associations de locataires, les organisations ou partis politiques ? L'ampleur des mobilisations et leur effet éducatif pour les travailleurs en seraient renforcés.

Et qu'est donc devenue la principale structure de masse sur le loge-

ment, la CNL (2), où le PCF a pourtant une forte influence ? Les militants du PC sont quelques peu embarrassés et bredouillent sur le manque de combativité ou de politisation de telles structures.

En fait, il semble bien que le PCF ait décidé de faire de la lutte sur les expulsions sa campagne sur le logement et c'est sans complexe qu'il s'est permis de rejeter aussi bien les propositions locales du PS que de l'extrême-gauche, voire d'associations de locataires. Et, exagère-t-il ce militant un peu désabusé qui constate : « En fait, pour nous les expulsions c'est le front de lutte dont nous avions besoin pour redonner un peu de vie à nos cellules locales. Alors la question des alliances dans ce contexte... ».

M. Dumont

(1) APF : Associations Populaires des Familles
(2) CNL : Confédération Nationale du Logement



gravure de F. Masereau

Dans la Sarthe, logements vacants, familles menacées de saisie, grève des charges et de l'eau chaude dans les deux principales citées d'HLM.

Dans une lettre au préfet, plusieurs organisations (CNL, CGC, ASF, APF, CFDT, PS, PSU, HR, LCR, NRG, FDS, JOC, JOCF) dénoncent la situation et prennent clairement position contre le rapport Barre : « Pour nous, l'assistance doit être l'exception ». La fédération du logement de la Sarthe avait invité toutes les organisations politiques et syndicales à une réunion prépa-

DANS NOS BELLES VILLES...

Dans nos belles villes pleines de béton, il n'y a plus que des vestiges de vie et d'humain. La platitude de milliers de vies qui s'écoulent les unes au côté des autres fait vite tomber notre ardeur trimphaliste d'invités gauchistes.

Qui réveillera nos villes et nos vies ? En cette matière, le retard de la gauche révolutionnaire est significatif. De toutes parts, fusent les mêmes réponses : c'est un problème mineur, sans intérêt immédiat pour les travailleurs. Erreur, double erreur... le cadre de vie du travailleur, sa vie après le travail, notre vie et notre vie et notre cadre de vie à tous sortis de nos prisons du jour, c'est encore la continuité de l'asservissement, de la déqualification, de la dépersonnalisation de chacun. Nous ne vivons pas que dans nos usines, dans nos facultés, nos lycées, mais aussi dans notre ville, le soir, le week-end...

Certaines organisations, telles la LCR par exemple, ont essayé de donner des réponses à nos problèmes. Que le mérite leur en soit rendu mais la plupart du temps, ils les ont abordé sans analysé profonde, de manière opportuniste.

D'un autre côté, des dizaines et des dizaines de groupes de quartier d'animation culturelle, de revues underground, ont essayé plus spécialement de faire revivre une animation de ville. Chose ardue en soi vu l'amorphie générale, vu l'impact des moyens de diffusion de la culture bourgeoise, mais qui se soldent néanmoins toujours par quelques réussites. Le simple fait de réunir plusieurs dizaines de jeunes combattifs dans un cadre large ainsi qu'au travers d'un nouveau langage pour se battre est une profonde réussite de ces groupes : une alternative au sectarisme et au dogmatisme de l'extrême-gauche. Réinventer une façon de se battre, d'être efficace, c'est cela notre programme.

(...) Nous voulons rompre avec la maladie de la gauche révolutionnaire : l'ennui, la réunionite, en somme le dogmatisme qui l'entraîne à ne plus rien voir qu'elle-même. La LCR est, peut-être la seule organisation à n'être pas trop paralysée par ces maladies, mais cela durera-t-il ?...

A.H. membre du journal « Les doigts dans le nez », presse libre.

Créteil

OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE !

Oeuvre d'un général, Billotte, et de l'une des plus grandes banques françaises, la banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas), le Nouveau Créteil est l'une des opérations de la période gauchiste : ce qui devait être la grande réalisation du régime n'est plus que la plus aberrante et invivable des « villes nouvelles ».

Créée de manière volontariste pour contrebalancer l'influence de la gauche dans le Val de Marne, Créteil glisse de plus en plus à gauche (surtout au profit du PS).

On peut dire que Billotte aura eu du fil à retordre avec le seul quartier de HLM qu'il ait permis de réaliser dans son petit Versailles des temps modernes, celui de la Croix des Mèches, dont l'office d'HLM de Créteil, le FFF (Foyer du fonctionnaire et de la famille) qui dépend du groupe Paribas et la SEMIC (société d'économie mixte de la ville de Créteil) se sont partagé la réalisation.

Il y a pris sa première claque dès les législatives, le PCF y obtenant plus de 70 % des voix. Et ce ne sont pas les deux vestes que viennent de prendre ses deux sbires locaux aux cantonales qui lui ont remonté le moral !

Et voilà que depuis janvier 1976, les locataires de deux tours du FFF refusent de payer l'augmentation de leurs loyers. Il faut dire qu'il y avait de quoi en avoir ras-le-bol ! D'une part les loyers au FFF sont trente pour cent plus chers qu'aux HLM pour une con-

ception rigoureusement identique. Et ils n'ont pas cessé d'augmenter depuis 1974 : 10 % en juillet, 10 % en janvier 75, 7,5 % en juillet 75, 10 % en janvier 76. Ces taux d'augmentation sont les plus forts du quartier. Ils n'excèdent pas 5 % ailleurs au nom de soi-disant avantages dus à la situation dans Créteil.

L'annonce de la dernière augmentation a fait déborder le vase. Malgré le risque de ne plus toucher d'allocation-logement (pas de quittance, pas d'allocation), plus de la moitié des locataires, à l'issue d'une AG réunie à l'initiative du mouvement *Vivre à Créteil* ont décidé de continuer à payer les loyers sur la base de décembre 75. Sur ce, plus d'une centaine d'entre eux ont adhéré à la CNL (Confédération nationale du logement), tandis que certains prenaient goût aux collages d'affiches... L'idée d'un contrôle sur les charges a commencé à faire son chemin. La FFF ayant accepté d'ouvrir ses livres de compte, les locataires découvrirent qu'ils en avaient été pour environ 200 000 NF pour une consommation d'eau dont ils n'avaient pas vu une seule goutte !

Les locataires du FFF ont organisé une fête le 22 mai, où participait le collectif de soutien aux licenciés des centres aérés de Créteil. Ce fut, sur la place du Quartier, l'occasion de chansons, jeux, panneaux, rencontres.

Des habitants du Quartier

les temps modernes

LE GOUJON ENCORE EN PROCES

Après un premier procès gagné le 18 mai, le goujon n'est pas quitte avec la justice car maintenant c'est les affichages Giraudy qui le traquent devant le tribunal de commerce de Verdun pour avoir placardé plusieurs affichettes sur les portes du marché couvert. Cette audience qui n'est pas publique aura lieu le 17 juin.

Une troisième affaire est en cours d'instruction : le syndicat national des vétérinaires a porté plainte pour un article intitulé : « des vétérinaires agents placiers des marchands d'aliments pour bétail », où il dénonce les pratiques d'une maison d'aliments pour bétail qui utiliserait les vétérinaires pour placer sa marchandise.

FETE ECOLOGIQUE DANS LES VOSGES

Week-end écologique pendant la pentecôte, les 6 et 7 juin. Musiciens, sculpteurs, artisans sont invités à cette rencontre qui se déroulera au Saint-Mont, à Saint-Etienne-les-Hemiremont. Pour tous renseignements, téléphonez à Sire (29) 61.70.65 Vagnay.

la maree sera belle

le pétrolier le plus gros du monde, le « Batillus », construit par les chantiers de l'Atlantique pour le compte de la Shell a quitté Saint-Nazaire vendredi soir pour une série d'essais en mer. Long de 414 mètres, large 63 mètres, le Batillus a un port en lourd de 554 000 tonnes. Après les essais, le navire sera « fignolé » à Brest, puis inauguré par Giscard en même temps que le nouveau port d'Antifer, dans le courant du mois de juin. Tout sera alors en place pour battre le record mondial de marée noire.

PEUGEOT LILLE UN MEDECIN DU TRAVAIL MENACE DE LICENCIEMENT

Un médecin du travail exerçant à l'usine Peugeot de Lille depuis 1974, le Dr Thilliez, est menacé de licenciement. Son dossier a été transmis par la direction au ministère du travail. En décembre dernier le licenciement avait été refusé par le comité d'établissement à l'unanimité moins une voix. Selon un communiqué du Syndicat national de la médecine du travail, le conflit oppose « la conception que semble avoir le chef d'entreprise de la médecine du travail, à la volonté tenace du médecin d'assurer le respect des législations ».

Les syndicats CGT et CFDT de l'usine (1700 salariés) ont diffusé des tracts demandant « aux travailleurs de se tenir prêts à riposter à toute tentative de décision arbitraire contre le médecin du travail. »

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

L'UNITE EST POSSIBLE

des fleurs et des pavés

LA FOSSE AUX CHIENS, DE JOHN COOPER POWYS (LE SEUIL)

C'est sans doute à la faveur de l'intérêt porté par un public de plus en plus large à la réflexion sur la « folie » (anti-psychiatrie, redécouverte du « fou » dans la littérature médiévale ou baroque...) que le Seuil vient de traduire et d'éditer, avec vingt-cinq ans de retard, le roman de John Cowper Powys : *The Inmates*. La mise en évidence — politique — de la dimension sociale des névroses, et même des psychoses, qui s'effectue aujourd'hui dans le cadre de recherches plus ou moins liées aux mouvements progressistes et/ou révolutionnaires, ne doit cependant pas nous faire oublier que l'étrange et beau texte de Powys relève avant tout du domaine de l'écriture, obéit à une logique propre, tramée de métaphores, d'images et des fantasmes.

C'est ce mode de déduction fictionnel qui fonctionne contre le lieu asilaire où se situe l'action — non pas un ensemble figé de concepts.

Dès le début du roman, un pissenlit, fleur paysanne roturière, se dessèche au soleil, et l'on comprend peu à peu que l'humble brin d'herbe symbolise l'interné, les internés, réduits par le regard analytique et froid d'un docteur impassible, pétrifié, statue de la suffisance bati avec « tout le prétorien ciment de sa position ». Avec « tous les sacs de sable du prestige ». Ce charmant psychiatre, nommé Echetus pratique la vivisection physique sur des chiens (d'où le titre française de l'œuvre), il croit ainsi trouver le secret de la vie, de l'instinct, de la pensée. Mais en fait il est victime de l'illusion mécaniste qui perçoit le vivant comme un objet, une chose. Or Claude Bernard disait déjà en son temps qu'un organisme vivant est irréductible à la somme de ses parties. De plus l'illusion mécaniste est garante de l'ordre établi : un corps, un psychisme ou une société qui ne « marchent pas », ne peuvent-ils pas être « réparés » (lobotomie ou charge de CRS) quand on les considère comme de simples moteurs ?

J.C. Powys, lui, suscite le vécu mouvant de la « folie », le tremblement du réel, l'aspect dynamique de l'existence. Il réutilise, dans cette perspective, le vieux débat entre mécanistes et vitalistes qui divisa la biologie au XIX^e siècle. Mais il s'agit d'une récupération proprement poétique qui éclate en visions superbes, en un entrelacs végétal de thèmes parallèles ou contradictoires. Ainsi, contre le caractère figé, immobile du psychiatre, l'auteur esquisse-t-il la danse des « malades » : danse aérienne de petits jumeaux, ça et là qui chassent les ombres et les reflets...

Et la danse s'achève par la révolte, la fuite de tous les pensionnaires de l'asile qui brisent l'ordre concentrationnaire de l'hôpital, rompant la camisole des lieux fonctionnels, des horaires, des parcours réglés, avant qu'un hélicoptère de rêve ne les emporte vers la contrée scintillante et mythique où ils seront libres !

La fosse aux chiens, par ailleurs, évoque une sexualité élémentaire, allant au delà du génital, totalisatrice, qui rappelle un peu celle de Robinson Crusoe dans *Vendredi ou les limbes du Pacifique* de Michel Tournier (Gallimard). John Hush, le héros, l'organisateur de l'évasion, compare son amante, Tenna Sheer, à une « miraculeuse combinaison des éléments de base de la terre et de l'eau ». La jeune femme n'est jamais une « personnalité », mais elle s'intègre, assume l'univers, le feu, la terre, l'air, la fluence des torrents...

Un tel texte sera bien sûr considéré par certains comme « idéaliste ». Toutefois l'important est de voir qu'il constitue une merveilleuse machine de guerre contre la psychiatrie traditionnelle, contre le positivisme, la théorie des réflexes conditionnés, les mécanismes bourgeois.

Enfin, J.C. Powys possède, chose rare, le sens de l'humour et, chose encore plus rare, une certaine qualité de cynisme tonique...

Michel Erre

Les Rolling Stones à la Porte de Pantin les 4, 5, 6 et 7 juin

complet, merci.

Le rock a eu sa vie — son explosion. Le rock a exprimé sa violence et sa hargne autant que son désarroi devant un système dont il était responsable, mais qu'il n'a pas voulu. Système bloquant dans un monde de mythes, de clichés et de schémas : schémas des groupes, schémas des stars, schémas des manipulés et des marionnettes.

Les Stones restent, après 13 ans d'existence, les rescapés de cette époque musicale. Époque durant laquelle plusieurs générations de jeunes ont rythmé leurs espoirs et leurs fantasmes sur deux temps.

Les derniers ramaniements du groupe et cette tournée gigantesque font dire à certains que la mort est proche... Mort possible ou inévitable, mais magnifique tout de même.

Un équilibre contradictoire

L'histoire des Rolling Stones, c'est l'histoire toujours recommencée au long des 19 albums, d'un équilibre aussi fragile que celui d'une communauté qui, s'il se rompt, condamne une expérience unique, forte et stable, comme l'est la rythmique du rock battant et régulier du groupe.

Cet équilibre contradictoire est la base même de l'existence et de la permanence du groupe. C'est aussi ce qui, à plusieurs reprises, menaçait sa stabilité et son assurance.

Les Stones, tout autant que leur public, semblent usés : souvenons-nous de l'aveu d'impuissance et d'échec de Mick Jagger regardant la scène de poignardage lors du concert d'Altamont dans l'excellent film *Gimme Shelter*.

Impuissance de la star qui se rend compte que la musique, la violence du rock a un effet direct sur ceux qui l'écoutent et qu'il est incapable de contrôler cette violence.

Souvenons-nous de Brian Jones, le créateur et la tête réelle du groupe, qui, vite prisonnier d'une musique trop limitée, fut incapable de trouver la force qui aurait permis au groupe d'évoluer, de changer, de chercher et qui par là-même fut irrémédiablement condamné à quitter le groupe et à crever. Les Beatles, eux, avaient réussi cette évolution, les Whos trouvaient également un échappatoire dans Tommy et les longs morceaux construits.

Le mur des répétitions

Souvenons-nous également de Brian Jones, le guitariste que remplaça Mick Taylor et qui rapidement fut placé devant le même mur de répétitions, le mur du



battement simple et lourd du batteur de Charlie Watts ; le mur des riffs cinglants et répétitifs qu'on lui demandait d'assumer. Pour contourner le mur, il n'eut d'autre solution que de partir et de se réfugier dans un village marocain où la musique ne connaît pas de limites.

A tout cela le reste du groupe assista, sans donner l'impression de comprendre quoi que ce soit et continua le long périple, reprenant les mêmes accords et les changeants de places, rajoutant un « break » à un autre, impossible et presque innocent, perdant de plus en plus toute motivation et tout battant, s'accrochant aux valeurs sûres et immuables du passé : le « Skeet fighting man » (l'homme de la rue qui se bat), le « It's only rock and roll... but I like it » (c'est seulement le rock, mais j'aime ça), etc.

Et, pourtant, ils restent...

Mais les Stones restent. Treize années ont passé et ils ont toujours l'assurance que, dès sa sortie, un disque d'eux sera immédiatement vendu à des milliers d'exemplaires. Ils savent qu'ils peuvent faire quatre concerts à Paris et qu'ils vendront les places en deux jours. Ils peuvent même se permettre de mettre au point leur show pendant les premiers concerts de leur tournée. Ils seront tout juste rodés pour les concerts à la Porte de Pantin.

Mick Jagger reste, sans aucun doute, une figure des plus fortes du rock'n'roll et la fascination du show stonien est tou-

jours, une donnée sûre.

Comment expliquer, sinon, que l'organisation énorme, les producteurs, les organisateurs, les maisons de disques qui ne vivent que sur et grâce au groupe, formant quasiment un trust international, soient une donnée stable ? Comment ignorer, l'extraordinaire mouvement que représenteront les quatre concerts parisiens ? Comment douter, malgré ses limites, de l'actualité et de la réalité de ce qu'exprime la musique autant que la vie de chacun des membres du groupe ?

Il n'y a plus rien ?

Ne faut-il voir, dans le fantastique transfert qui s'opérera lors de ces concerts du public aux vedettes, qu'un dévouement de jeunes névrosés en mal de spectacle ou verrons-nous aussi l'expression d'un refus du stable et du définitif, d'une remise en cause de l'ennui et du morose, le besoin du mouvement et du rythme ?

Oui, les Stones achètent 97,5 % des recettes, mais leur musique est encore celle de la rupture et du mouvement.

Non, les Stones ne feront plus rien de neuf, mais s'ils n'avaient pas existé, je doute qu'aujourd'hui beaucoup de musiciens pourraient se permettre différentes expériences.

Le rock'n'roll a besoin d'un second souffle, mais le premier est encore puissant.

A. Bretzel

ARCHIE SHEPP

• Il est noir, il tourne en France et il souffle à toute vitesse dans un fût de cuivre...

Avant de revenir plus en détail sur Shepp à l'occasion de sa présence à la fête du PSU, nous présentons ce qui peut être considéré comme le bilan discographique de son dernier passage.

Ces dernières années, on avait entendu dire que Shepp était un musicien fini, désenchanté, à la dérive. Certains semblaient même se préparer à lui clouer son cercueil. Et puis il y eut Massy, le superbe concert de Massy, puis Villejuif, puis l'Elysée Montmartre. Force fut à certains, de reconnaître que Shepp était bien vivant, qu'il était là avec sa musique, la musique noire, qu'il se refuse à voir écarteler entre étiquettes et époques artificiellement découpées ; qu'il était là, aucunement désabusé, avec une furieuse envie de jouer, formant avec ses quatre compères une bien belle équipe.

C'est le concert de Massy que se proposait de nous restituer le double album Unitededis. Malheureusement la qualité

technique de l'enregistrement est rendue médiocre, voire franchement mauvaise par une prise de son déplorable (réalisée par Nomad). On croirait parfois écouter un enregistrement de fortune réalisé depuis la salle par un amateur. Ce qui aurait pu être un très grand disque n'est qu'un intéressant document sonore que pourront se procurer (après écoute préalable) tous ceux qui s'intéressent à Shepp (émergeant un peu du naufrage technique, on peut entendre une très belle version de U-Jaama).

Le lendemain du concert de Massy, le 25 octobre 75, Shepp enregistrait en studio à Paris pour la jeune marque Musica. Et voilà *Bijou*. Un Shepp semblable et différent à la fois. Semblable : le même son, la même fougue, la même volonté d'afficher et d'affirmer sa prise en charge de son histoire culturelle : il joue *Big Foot* de Parker, intitulé une composition *Hommage à Sidney Bechet*, interprète un morceau de son ami Greenlee. Mais différent aussi : quittant

provisoirement les musiciens de son quintette régulier (Greenlee, Burrell, B. Harris, et C. Brown), il invite la vocaliste Suzan Fasteau et le saxophoniste alto Arthur Jones (musicien injustement méconnu, qui se débat souvent, comme beaucoup d'autres, dans les pires difficultés pour pouvoir jouer sa musique). Il supprime la section rythmique de base (batterie-contrebasse) et se lance (après Braxton, Lacy, etc.) dans cette aventure périlleuse qu'est le solo absolu, cet exercice où plus rien ne soutient le souffleur, où la rythmique traditionnelle n'est plus là pour épauler, relancer, parer à une défaillance. Sur *Big Foot*, Shepp se lance avec Arthur Jones et après un très beau solo, chantant à souhait, de ce dernier, part seul.

P.C.

— Archie Shepp à Massy (double album Unitededis, 19 av. Trudaine, 9^e)
— *Bijou* (Musica records, 39 rue Huguerie, 33000 Bordeaux)

Conférence de presse du PS à Cannes

NATIONALISER LA DISTRIBUTION DES FILMS

La dernière conférence de presse du Parti Socialiste, avait pour but de présenter son pré-projet concernant l'audiovisuel et plus particulièrement le cinéma. Dominique Tadéi, responsable national pour les problèmes culturels, affirme un discours responsable, d'homme de gouvernement.

Après un numéro assez classique de soutien aux écoles de cinéma (Vaugirard, etc.), développement des stages de formation professionnelle, intégration de l'audio-visuel à l'enseignement et soutien aux ciné-clubs, on passa au vif du sujet : les réformes de structures.

« Il va falloir porter le fer, là où le système est en crise : la distribution est monopolisée par deux ou trois groupes (UGC Gaumont, etc.) qui profitent de ce pouvoir pour diriger de plus en plus la production et l'exploitation. Mais attention, le PS est un parti responsable.

« D'un autre côté, la position du

Parti Socialiste, qui est vrai en matière de cinéma, comme dans tous les autres domaines, est que les nationalisations sont des choses indispensables mais très difficile à réaliser. Le PS préfère peu de nationalisation, mais réussies, que des nationalisations à tort et à travers qui risqueraient de déboucher sur l'étatisation et le bureaucratisme ». En clair, on nationalise l'UGC, « c'est une question de morale », pour le reste on verra plus tard, peut-être bientôt... Si les travailleurs de la Gaumont, Panafrance ou autres demandent la nationalisation, on devine quel discours leur sera servi.

L'organisation du cinéma au niveau de l'exploitation et de la production se fera sous le signe de la pluralité. Un secteur public sera pilote mais pas important, alors que le privé gardera tout son poids. La couleur auto-gestionnaire sera

donnée par des coopératives ou ateliers de création.

La grande originalité du projet est la création d'un office national de distribution à gestion tripartites (professionnels, usagers, pouvoirs publics) et dont l'un des rôles en dehors de la promotion, diffusion et messagerie sera d'établir un quota pour l'importation des films étrangers. Quelles seront les relations entre cet office et les distributeurs privés ? Cette question a de quoi vous plonger déjà dans l'expectative.

Les structures sont là, des commissions paritaires et encore des commissions paritaires, pour éviter bien sûr, toute tendance à la bureaucratisation et l'étatisation, un doigt d'auto-gestion pour fondamentalement masquer le fait que dans ce projet les travailleurs intéressés sont absents.

P. L.

Dans l'objectif

ANGERS

• Trois films à partir d'aujourd'hui au cinéma Le club : *Jeanne Dielman, Sous les pavés, la plage* et *On s'est trompé d'histoire d'amour*. Notez que jeudi, un débat aura lieu après la projection du second avec le groupe femme d'Angers.

BORDEAUX

• Une exposition qui a lieu depuis le 8 mai : « 1^{er} Mai — de 1890 à nos jours ». Archives de la Gironde. 13 rue d'Aviau. T.L.J. sauf samedis et dimanches de 9 h à 17 h.

BOURG-EN-BRESSE

• Le théâtre à musique présente demain « Free jazz Workshop » et

« Nef Sharane Arkestra ». Rue de la paix, à 21 h.

LYON

• Dernière séance du cycle du cinématographe « Des femmes » avec la projection d'*Hester Street*, de *La femme de Jean* et de *Femmes, femmes* (respectivement à 20 h, 21 h 50, 18 h).

METZ

• Le théâtre populaire de Lorraine accueille la dernière création de Jacques Kraemer *Histoires de l'oncle Jakob*. T.P.L. Ile de Saulcy.

ROUEN

• Un bon concert en per-

spective ! Jugez-en ! Tempo 2000, Rock et Folk et des étudiants de l'ESC de Rouen sont les « managers » de Van Der Graaf Generator et du groupe anglais, String Driven Thing. Cinéma Voltaire, pl. Voltaire (Sotteville-Rive gauche) 21 h.

PARIS

• 15 séances exceptionnelles auront lieu, du 1^{er} au 19 juin, à la cité internationale universitaire. Il s'agit de la reprise de la pièce P. Weiss, dont nous avons parlé dans Rouge, *M. Mockinpott...* Cette représentation théâtrale, que présente la compagnie du Lierre aura lieu tous les soirs à 21 h (sauf dimanches et lundis). M^o Cité universitaire. Entrée : coll. et étud. : 10 F. Autres : 20 F.

FESTIVAL DE MUSIQUE
DANS LE 13^e ET 14^e

A priori, on ne peut que se féliciter de la création d'un festival de musique classique qui tente de désacraliser le classique en adoptant un mode présentation inhabituel et intéressant.

D'abord le festival est entièrement gratuit (« détail » qui a son importance, quand on connaît le prix d'un billet de concert).

D'autre part, les lieux sont choisis pour les concerts (kiosques à musique, jardins, squares, cours d'hôtels) de façon à permettre leur intégration au cadre du quartier.

Enfin, on pourra entendre des musiciens répéter et montrer par là-même qu'ils « interprètent » une œuvre et non, comme l'aspect figé du classique tend à le faire croire, se contentant de la « jouer ». On aura même droit à des fausses notes !

Une série d'initiations à la musique prévue. Cependant, avant même que n'ait lieu le premier concert, à la vue du programme, et à la lumière des expériences du festival d'Aix en Provence, créé sur les mêmes idées, par les mêmes organismes, en opposition avec le très officiel et très luxueux festival de juillet, on peut déjà faire quelques remarques :

Si, comme je le pense, le but recherché par ce type de festival est de faire pénétrer la musique plus avant dans la vie quotidienne de la population d'une ville ou d'un quartier, pourquoi miser sur le classique presque uniquement même si timidement sont prévues des soirées jazz, théâtre, animations de rues ?

Pourquoi ne pas intégrer le classique dans un ensemble plus large incluant également la chanson, la pop-music, le rock'n roll, le chant maghrébin (dans un quartier où les travailleurs immigrés sont en assez grand nombre) ?

C'est à cette condition qu'on ne verra plus de concerts avec moins de spectateurs que de musiciens. C'est à cette condition que la population, que les travailleurs pourront réellement vivre un festival et écouter, y compris, du classique aura ainsi perdu le « caractère de classe » symbolisé par le terme « grande musique » trop souvent employé.

Après les concerts, des « bilans » sont prévus : espérons qu'ils permettront de débattre de tous les problèmes soulevés par ce type d'activités culturelles.

Correspondant

Détail des programmes : 48, Bd Blanqui, 75013 Paris Tél : 224.21.34.

JEAN-LUC SALMON
AU THEATRE
MOUFFETARD

Un breton qui ne fait pas du « celtique », mais une musique bien construite, carrée, des orchestrations particulièrement soignées avec un petit goût de Charlebois pas désagréable.

Derrière des textes marqués par le surréalisme, une sensibilité à fleur de peau. Jean-Luc Salmon se réclame de l'enfance et de l'adolescence luttant contre un monde d'adultes qui les opprime qui veut les modeler à son image au-travers de l'école-ennui et de la famille-prison. Il traduit aussi la méfiance de la jeunesse envers des « libérateurs » qui prendraient encore une fois leurs luttres en charge. Se réclamant de cette lutte il en reflète les contradictions, il y a la révolte, et quelquefois, derrière, ça ne suit pas.

Ce soir c'est la dernière à Mouffetard, dépêchez-vous.
76 rue Mouffetard
Paris 5^e



BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).

ce soir, sur

A 21 h 50, portrait d'une inconnue

Nathalie SARRAUTE,
Un grand écrivain révolutionnaire

La manie classificatoire a fait ranger Nathalie Sarraute dans le tiroir du Nouveau Roman bien qu'elle n'ait rien à voir avec le baroque « objectal » et pourtant creux de Robbe-Grillet et consorts. Jean-Paul Sartre, lui, a fait d'elle la créatrice de l'antiroman. Ce n'est pas d'aujourd'hui, on le voit que date la mode de donner de l'« anti » à ce que l'on veut valoriser. Tout cela a dû contribuer à faire de Nathalie Sarraute la grande méconnue des lettres contemporaines. En fait, elle est unie et inimitable, comme tous les créateurs vraiment importants, et donc solitaire. Proust fermait une époque, Nathalie Sarraute, différemment de Joyce, mais, il faut oser le dire, à un aussi haut niveau que lui, en ouvre une autre, celle de l'après-Freud, en renouvelant le roman d'analyse psychologique (et en l'arrachant à tout ce qu'on a pu critiquer en lui comme complaisance et arbitraire) par sa limitation à la seule parole des personnages, à leur mise à nu, trahissant impitoyablement l'inconscient. L'art de Nathalie Sarraute, c'est, dans son extrême concision, sa rigueur, son rejet de tout effet littéraire, le grand classicisme de la modernité. La critique stalinienne, avec son mètre du « reflet » n'avait pas manqué de l'étiqueter au rayon de l'« école du désespoir », incapable de voir dans le monde nauséux que faisait saillir son regard, la plus définitive critique de l'univers mental bourgeois. Incapable de sentir aussi ce que cette lucidité inflexible avait de tonique. Elle ne peut gêner que les semblables et les frères de ces animalcules dont elle étudie des « tropismes » son microscope. Toute son œuvre contient une exigence morale sévère de nouveaux hommes et femmes vrais et généreux, tels que nous savons qu'elle est elle-même. Quelle fraternité aussi on sent derrière son amertume ! C'est dire que son œuvre est révolutionnaire.

On prétend par ailleurs que le roman se meurt. Voire ! Mais si c'était là son chant du cygne, alors que de signification dans ce genre, dont le premier chef-d'œuvre est la *Princesse de Clèves* de Mme de La Fayette, trouve son achèvement (au double sens de fin et de perfection) avec l'œuvre d'une autre femme.

Michel Lequenne.

télévision

LUNDI 31 MAI 1976

TF 1

- 18.05 Pour les jeunes
Chapi Chapo
- 18.10 L'île aux enfants
- 18.30 A la bonne heure
- 19.05 Château espérance
(feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Alors raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Ouragan sur le Caine
Ce film d'Edward Dmytryk qui réalisa précédemment trois excellents films (*Adieu ma belle*, *Donnez-nous aujourd'hui*, et *Crossfire*) fait partie sans doute d'une moins bonne cuvée. Mais rien n'empêche, de le regarder.

A 2

- 17.00 Aujourd'hui madame (Suite)
- 17.45 Fenêtre sur...
Rencontre avec Mose.
Mose est un dessinateur, un humoriste, et un animateur (dessins animés) qui « croque » avec ironie et acidité l'univers d'acier dans lequel nous vivons.
- 18.15 Si les français n'étaient pas venus
En 24 épisodes, l'évocation de la proclamation et de la naissance des USA ! On n'est pas au bout de nos peines !
- 18.30 Journal
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Y'a un truc
- 20.00 Journal
- 20.30 La tête et les jambes
- 21.50 Nathalie Sarraute, Portrait d'une inconnue
(Cf. Ce soir sur l'A2)
- 23.25 Journal

FR 3

- 18.45 Pour les jeunes
- 19.05 Programmes régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Prestige du cinéma
La caravane de feu de Burt Kennedy. Il y a du rythme et même de l'humour. On ne s'y ennue pas !
- 22.05 Journal



Les femmes au Liban

SUR DES CENTAINES DE PHOTOS DE MARTYRS PAS UNE SEULE FEMME !



Femmes palestiniennes à Beyrouth devant un mur criblé de balles

Interview d'une camarade libanaise

Q : Qu'en est-il exactement de la situation dite « privilégiée » des femmes au Liban par rapport aux autres pays arabes ?

R : Cet aspect est surtout observé par des estivants, au fond il n'y a rien de vrai ; mais le développement du Liban entraîne entre autres choses une différenciation au niveau de la situation des femmes : entre les citadines et les paysannes, entre les classes, selon la confession.

Les villes et surtout Beyrouth, connaissent un grand développement du secteur banc tertiaire ce qui entraîne une utilisation des femmes dans ces emplois. D'où la nécessité pour les citadines de jouir d'une certaine liberté de mouvement. Dans la montagne le rôle de la famille est très fort, bien qu'elle ait perdu avec la pénétration capitaliste son rôle d'unité productrice. La femme travaille aux champs. Par exemple dans les plantations de tabac au sud, elle fournit du travail pendant 14 ou 15 H par jour, travaillant autant que l'homme et devant en outre s'occuper pour une nombreuse famille de travail domestique dénué bien sûr de toutes les commodités offertes par la société moderne. Ceci ne lui donne pas plus de liberté car il est très important que la femme soit considérée comme une propriété absolue de l'homme et de la famille. L'extrême pauvreté exige en effet une grande procréation et une main d'œuvre jeune et bon marché.

Q : Est-ce que l'oppression des femmes est-elle différente selon leur appartenance confessionnelle ?

R : La loi libanaise cite les femmes parmi les déficients mentaux, les vieillards ou les handicapés... et elle n'a pas la possibilité de voyager à l'étranger sans la permission de son mari ! Pour tout ce qui touche à la vie privée, le statut personnel diffère d'une religion à l'autre. Le mariage civil n'existe pas. Les chrétiennes obéissent aux lois des différentes églises. Pour les Maronites et les Catholiques le divorce n'existe pas. A la rigueur c'est la séparation de corps, quand on a assez de pouvoir et d'argent pour graisser la patte à la hiérarchie cléricale. Si la femme demande la

séparation, c'est au risque de perdre ces enfants et toute aide financière. En outre dans un pays où la femme ne peut vivre seule sans se mettre au ban de la société, le divorce signifie le retour à la maison paternelle.

Dans le Coran, deux femmes valent un homme, deux femmes héritent de ce qu'hérite un homme. Il peut épouser quatre femmes selon sa richesse. Le mariage se fait par un contrat selon lequel l'homme paie à ses beaux parents une certaine somme d'argent, il peut répudier sa femme sur sa simple demande, sans jugement ; Le divorce est par contre presque impossible pour la femme. Le « crime d'honneur » est commun à toutes les religions. Par exemple le frère tue sa sœur simplement parce qu'elle s'est conduite de façon considérée comme immorale : elle a perdu sa virginité, déshonoré le nom de sa famille ou même épousé l'homme de son choix. La peine encourue par l'homme est au maximum de trois ans, mais généralement il écope de quelques mois d'emprisonnement étant considéré en état de légitime défense. Le Liban compte en moyenne un cas de crime d'honneur par semaine surtout dans les montagnes.

Environ 13 % des femmes travaillent dans des entreprises industrielles. Ce sont de très jeunes filles ou des femmes pauvres surtout des réfugiées venues du sud à cause des attaques israéliennes. Les conditions spécifiques aux femmes dans les usines sont déplorables. En plus elles ne peuvent pas avoir d'activités syndicales ou des rapports amicaux avec des collègues car dès la fin de leur travail, elles doivent rentrer à la maison. Les femmes de la grande bourgeoisie, rejetant une partie de leur oppression sur les femmes pauvres, ont leur voiture, travaillent rarement à l'extérieur, et ont des bonnes bonnes vraiment à tout faire, jour et nuit au service de la famille, n'ayant droit de sortir que le dimanche et encore pas tous les dimanches ! Leur paie pour cet « esclavage moderne » revient à leur père. Les femmes de la petite bourgeoisie ont des bonnes également mais « moins chères » c'est à dire qu'elles ont entre douze et six ans !

Q : Quelle est la situation au niveau de la contraception, de l'avortement et de la sexualité ?

R : Alors que dans les milieux pauvres la sexualité féminine est un sujet tabou, elle est reconnue tacitement et s'exerce hypocritement dans les milieux bourgeois. De même la contraception n'est pas reconnue légalement, seulement l'anarchie capitaliste et la liberté du commerce font que les pilules sont vendues librement. Mais ce ne sont pas les femmes bourgeoises qui en profitent, les autres par ignorance par crainte de la répression familiale n'utilisent aucun moyen contraceptif. La femme bourgeoise se fait avorter dans des hôpitaux luxueux bien que ce soit interdit ; les autres femmes utilisent des moyens primitifs qui provoquent des hémorragies et des morts.

Les femmes et la guerre civile

Q : Comment les femmes ont-elles été touchées par la guerre civile ?

R : Que ce soit dans le camp phalangiste réactionnaire ou dans le camp appelé islamo-progressiste, chaque famille avait des combattants ou au minimum était exposée aux abus et aux bombes. Ainsi la politique a-t-elle pénétré chaque maison touchant aussi les femmes. Le niveau de prise de conscience allait d'un simple sentiment de survie au besoin de se rendre utile même en cuisinant des repas pour les combattants, jusqu'à l'envie de sortir de chez elles pour s'insérer directement dans la lutte. Dans les deux camps il y a eu participation des femmes. Dans le camp réactionnaire, ce qui pourrait étonner à première vue, c'est la participation des femmes même au niveau militaire. Les Phalangistes avaient entraîné des femmes appartenant surtout à la petite bourgeoisie au maniement des armes. Bien sûr ce n'était pas par intérêt pour l'émancipation de la femme, la devise de ce parti étant « Dieu, la Patrie, la Famille »... Leur leader, Pierre Gemayel, avait déclaré à un journaliste que finalement il n'y avait rien de plus beau que l'image d'une

femme penchée vers son bébé qu'elle tient dans ses bras ! Les masses petites bourgeoises féminines, isolées dans leurs cellules familiales, constitue une base relativement fanatisable, perpétuant l'idéologie familiale et religieuse. Enfin, mobilisée derrière les Phalangistes, ces chrétiens sont fiers d'afficher la relative émancipation de leurs femmes par rapport aux femmes musulmanes. L'élément le plus important reste leur besoin de bras combattants. L'impérialisme leur ayant généreusement offert des armes ils avaient besoin de « n'importe qui » pour les porter. Ces femmes combattantes sont peu nombreuses et ne sont que des combattantes de deuxième zone, éloignées des positions militaires décisives. C'est en opprimées et pour leurs oppresseurs qu'elles combattent. Il y a des mobilisations de femmes réactionnaires, le Chili n'en est pas le seul exemple.

Dans le camp progressiste, vue la situation très fermée des femmes musulmanes une participation directe, au niveau armé ou pas, signifiait un conflit dans la famille. Il n'y a pas eu de politique consciente en vue de mobiliser les femmes. Car une partie des forces qui luttaient étaient des organisations de la petite bourgeoisie nationale, qui n'ont jamais tenu compte de la libération de la femme ; mais aussi parce que les organisations ouvrières réformistes, prédominantes dans la gauche, ne veulent pas entendre parler de la libération des femmes, mais juste de leur égalité. Elles ont donc été suivies par rapport aux traditions préférant ne pas gagner de femmes plutôt que de perdre certains de leurs militants qui conçoivent habituellement le progressisme et le militantisme pour eux-mêmes, mais ne l'acceptent pas pour leurs femmes.

Dans les locaux politiques, les femmes s'occupaient surtout de cuisine et de soins médicaux. On rencontre quelques combattantes armées mais ce ne sont que des « héroïnes ». Les femmes souvent essaient de participer en envoyant des plats cuisinés ou des couvertures, ou bien en suivant un stage d'infirmière, moyen de quitter leur demeure sans trop attirer la colère familiale. Une poli-

tique consciente de la part des organisations pour une participation des femmes aurait pu modifier cette situation. Quant aux « problèmes féminins »... ce n'est pas le moment disent de nombreux militants ! Bien sûr certaines femmes commencent à avoir un début de prise de conscience féministe ; « les héroïnes » devenaient moins rares. Cependant, une organisation de femmes, de la résistance palestinienne, ayant décidé d'avoir un rôle dans la lutte, décida de tricoter des pulls pour les militants !

Pour lutter contre cette situation, des camarades trotskystes réunirent des femmes dans les quartiers populaires, les regroupant dans un même immeuble et sans homme. Face à cela les familles ne pouvaient pas avoir une réaction trop brutale. Dans certains cas elles purent entraîner des filles au maniement d'armes. Ces militantes elles-mêmes, essayèrent d'être à l'avant-garde des combats, des activités sociales dans les quartiers, ce qui les mit dans une position forte par rapport aux militants combattants misogynes. Ce furent les seuls à aborder les problèmes féminins dans leurs journaux.

Dans tous les barrages confessionnels, dans les deux camps on n'a jamais tué une seule femme, on refuse aux femmes le droit à une indépendance active et politique, on ne les considère pas comme représentatives de leurs confessions, pas « aptes » à mourir sur une barricade confessionnelle. Sur des centaines de photos de martyrs dans les deux camps, pas une seule femme...

inprecor

correspondance de presse internationale

N°51

13 mai 1976

ITALIE
Les élections anticipées
Livio Maitan
ARGENTINE
La répression s'accroît
PORTUGAL
La capacité de riposte
A. Udry - Ch. Michaloux
ESPAGNE
Arias Navarro : une voix d'outre tombe